

HARNY

# Diktat

*Littérature actuelle*

# Diktat

*récit*

*Diktat* © 2016 Bruno Harny  
ISBN 978-2-9557079-0-6

## PROLOGUE

Parce que les personnages abordent des sujets de gouvernance, il y a un risque que le lecteur prenne *Diktat* au sérieux.

Ce ne serait pas sérieux. *Diktat* est une comédie. Cela se voit bien, c'est exagéré, il n'existe pas de dirigeant ou d'élus comme ceux de ce récit, roués et cyniques. Du moins pas chez nous.

Le seul élément de *Diktat* qui se rapporte au réel serait, sous toutes réserves, la danse qui clôt les deux parties. Eh quoi ? nos représentants ont bien le droit de s'amuser, de danser en buvant du cognac en chantant n'importe quoi...

Mais la comédie n'est jamais éloignée du tragique. Et ce qui n'existe pas chez nous pourrait bien exister ailleurs, dans certains pays, si cela venait à tourner mal. C'est que, des dictatures, il y en a eu beaucoup, et pourrait-on dire, toujours. Et notre ancienne tradition démocratique pourrait en souffrir, si l'on n'y prenait garde...

*Diktat* est une fiction qui traite d'une éventuelle dérive du pouvoir. C'est une comédie sur un sujet sérieux, une réponse satirique à des questions actuelles. Continuité dialoguée, c'est un récit qui traverse les genres et peut se mettre en scène.

## I

LE PRESIDENT : Nous avons le pouvoir. Nous le garderons. Nous serons intraitables. *(Une pause)*. Car notre victoire est fragile. Le danger ne provient pas de notre adversaire, avec qui nous alternons le pouvoir. Le véritable ennemi, c'est celui qui met en cause les fondements de notre système, menace notre économie.

*(Les ministres et le député d'un signe de tête acquiescent)*.

L'ennemi, c'est l'opposition non démocratique, non libérale, qui au nom de prétendues valeurs d'égalité, en réalité des acquis corporatistes datant d'anciens régimes, prétend s'opposer à la rentabilité, à la libre concurrence, à la libre circulation des idées et du capital. Cette opposition irresponsable, qui détourne tous les moyens de droit qu'offre la démocratie, freine notre action, gêne nos investissements et entrave notre développement, notre liberté d'entreprendre et de créer du profit, voilà le véritable ennemi.

LE BOUFFON : *(Il agite sa marotte, bruit de grelots)*. Le véritable ennemi, c'est le rouge.

*(Il ricane. Rumeur d'approbation autour de la table)*.

LE PRESIDENT : Cette opposition est, grâce aux gouvernements qui nous ont précédés, depuis des décennies chaque fois défaite aux élections, elle est décimée. Mais son idéologie nocive, ses slogans rétrogrades, qui ne sauraient être qualifiés d'idées, qui pourrissent le dialogue social, persistent dans une frange de la population où elles transcendent les générations.

Cette opposition sourde est une hydre polymorphe, s'y apparentent des mouvements apparemment distincts, qui au nom de revendications éloignées, n'ont qu'un but, détruire notre prospérité. *(Une pause)*. La menace est réelle. Le mécontentement grandit, le peuple gronde, cherche à mordre.

*(Approbation autour de la table)*.

Nombreux sont les obstacles qui se dressent devant notre société et la minent. Les tensions économiques, le chômage, les difficultés sociales, l'urbanisation et l'expansion de la délinquance, les déséquilibres démographiques, les risques écologiques, la peur de l'autre. Toutes ces questions inquiètent, et les gens, qu'ils soient jeunes ou âgés, craignent un avenir qu'ils ne comprennent plus. *(Un silence)*. Nous ne sommes pas à l'abri d'un soulèvement

massif, imprévisible, d'une explosion incontrôlable, qui déborderaient nos frontières.

*(Une pause)*

LE BOUFFON : *(Secoue ses grelots).* Je ne dis rien.

LE PRESIDENT : *(Un geste agacé vers le bouffon).* Seul moyen de nous en garder, nous devons affermir notre puissance, et construire un monde nouveau. Pour cela, nous devons modifier en profondeur les structures de la société, et affronter les grandes crises qu'accompagnent ces mutations.

*(Une pause. Le président regarde chacun des personnages assis à la table).*

Votre rôle, mesdames et messieurs les représentants de l'exécutif et du législatif, est primordial. Chacun de vous, en son domaine, doit avoir conscience de ces difficultés, les connaître parfaitement, doit en débattre, et les combattre. Ou plutôt feindre de les combattre.

*(Vif intérêt des personnages).*

Oui, feindre de les combattre. Les gens, je l'ai dit, ne comprennent plus. Là est la clé, là est notre atout. Nous devons accentuer le trouble des esprits, les désorienter, supprimer leurs repères. C'est une question de méthode.

*(Tous sont très attentifs).*

Vous observerez la plus stricte confidentialité, c'est-à-dire que vous retiendrez l'information. Ainsi, vous éviterez toujours le débat de fond. Vous dévierez, inverserez la problématique.

*(Appliqués, ils prennent des notes)*

Vous préparerez l'opinion en lui annonçant des sacrifices nécessaires, mais, grâce à notre action, différés. Vous en organiserez l'application par touches successives, soumises à condition, étendues dans le temps. Les gens oublieront, ne verront pas la progression. Vous détournerez l'attention des sujets brûlants, vers le sport, des faits divers, des catastrophes – de préférence se produisant à l'étranger. Vous créez des conflits, auxquels vous apporterez la solution. Ce sont là des cas d'école.

Soyez souples, lâchez sur des questions mineures, qui vous donneront une apparence progressiste, mais ne cédez rien sur le fond. Ne rien changer, que ces questions s'enlisent, dégènèrent, que les gens s'habituent, c'est gagner du temps pour faire évoluer les mentalités.

*(Une pause).*

Vous le comprenez, votre arme majeure est la rhétorique. Vous êtes des orateurs, savez marteler l'anaphore, soyez des professionnels du double langage. Procédez au nom de grandes idées : Droits de l'homme, Démocratie, Liberté. Tenez un discours assez général pour que chacun y trouve ce qu'il cherche. Pratiquez la périphrase et l'antiphrase, l'inversion et le glissement sémantiques, usez de tous les procédés stylistiques propres à entretenir la confusion des esprits. Un peuple sans esprit est un peuple docile.

Le coût politique sera très élevé. Les moyens sont illimités. Ne reculez devant rien. Soyez tous complémentaires, et cohérents. La tâche est immense, l'enjeu en conséquence.

*(Les personnages se regardent, approuvent gravement).*

Face à ce défi, nous ne sommes pas seuls. Nous disposons d'appuis sûrs, que sont les media, et nos alliés de l'entreprise. La société civile nous apportera de précieux soutiens, qu'il s'agisse des partenaires sociaux, des organisations non gouvernementales dont nous favorisons le financement, des associations

professionnelles, des œuvres de bienfaisance, des groupements spirituels et des fraternités sur qui nous pouvons compter. Tous partenaires décidés, qu'un intérêt commun réunit, avec lesquels vous veillerez à coordonner votre action.

Donc, de l'audace, de la méthode, et travaillez la structure, le reste suivra. Dans la population, dans le marais des indécis, vous verrez que nombreux se rallieront, par nécessité, crainte, opportunisme, ou simple instinct grégaire.

*(Une pause).*

Mesdames et messieurs, après ce rappel de politique générale, je souhaite entendre comment vos administrations respectives mettent en œuvre ces orientations. Nous commencerons par monsieur le ministre de l'Économie.

LE BOUFFON :           Président, un mot. Après les rouges, les jaunes. Joli tableau que tu dessines. Détruire l'opposition va augmenter tes dépenses, abêtir la masse diminuer tes recettes. Tu l'as dit, ça va coûter cher, et je vois mal ton profit. Ton monde nouveau, c'est une stratégie de repli.

LE PRESIDENT :       Tais-toi, bouffon. *(S'adressant aux autres).*       La parole est au ministre de l'Économie.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE :       Monsieur le Président, nous avons fortement restructuré le marché du travail, avec la recherche permanente d'un objectif double : la hausse constante des profits, dont nos alliés de l'entreprise sont satisfaits ; et le contrôle de la masse, l'organisation du travail étant ce qui les tient le plus.

L'accès à l'emploi est fermé. Nous maintenons le volant maximal de chômage. Entrer dans l'entreprise avec une position stable ne se fait que par un solide réseau, autrement dit par connaissance, famille. Outre la sélection selon nos critères, cela induit une surveillance mutuelle, qui est une très efficace muselière psychologique. En cas de problème nous nettoignons la chaîne, éliminons l'élément, et celui qui l'a introduit.

LE PRESIDENT :       *(Au bouffon, qui n'a rien dit).* Tais-toi. *(Au ministre).* C'est bien, continuez.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE :       Dans le contexte actuel, les conditions d'exploitation des grandes entreprises, sur le modèle outre-océan, sont au plus haut. Nous avons envoyé des missions d'études en Asie du sud-est pour optimiser ces résultats.

Le travailleur est jugé selon son rendement, que nous appelons concurrence, et à son comportement, dénommé motivation. Ces deux variables sont subjectives. La dénonciation est de mise. La menace est le chômage. L'employé, à quelque niveau qu'il se situe, vit avec la peur, à la moindre incartade, d'être jeté à la rue. La règle n'est pas écrite. La masse part au travail le matin la peur au ventre.

LE BOUFFON :       *(Il agite sa marotte).* C'est beau comme de la poésie ces glissements de sens. Bon élève, monsieur le ministre. Nul n'est à l'abri d'être jeté à la rue ! c'est du ciselé, elle est belle cette figure.

LE PRESIDENT :       Tais-toi, bouffon. *(Au ministre).* Très bien. Ne relâchez pas la pression.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE : Les syndicats sont laminés, ou bien travaillent pour nous. Les délocalisations se font pour gagner sur la main-d'œuvre, mais beaucoup pour détruire un syndicat trop exigeant. C'est une priorité supérieure. Un exemple, les transports. Nous avons artificiellement augmenté le coût du fret ferroviaire, ses comptes sont déficitaires. Comme actionnaire nous y perdons, mais c'en est fini du monstrueux syndicat rouge. Nous compensons sur le prix du billet voyageur, et le développement du fret routier a fait se créer une pléthore de PME, nous gagnons sur le segment automobile.

LE DEPUTE : Monsieur le Président, j'aurais à ce sujet quelque chose à ajouter.

*(Le président d'un geste de la main élude).*

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE : La PME est notre premier pourvoyeur d'emploi. Elle tisse son réseau sur l'ensemble du territoire, la plus humble commune en dépend. Jamais de vague, avec elle. Le patron est devant ses ouvriers, il connaît le métier, et tous ses hommes, il les tient un à un. L'ouvrier à son compte est le pire cerbère de l'ouvrier qui se loue. L'artisan maîtrise au mieux la rentabilité. Dans le bâtiment, une maison sur trois qu'ils construisent est à eux, sans compter le noir qu'ils empochent. Ils ont une expression, ils disent qu'ils se gavent.

*(À ce mot tous rient autour de la table).*

Experts en flexibilité ! Les horaires à rallonge, travail physique dix heures et plus par jour et le samedi, quand ces messieurs veulent bien honorer à temps un contrat, le chômage partiel quand ça les arrange, et le licenciement au premier prétexte.

Et d'excellents comédiens, ces petits patrons. Toujours en train de se plaindre, ils nous poussent à leur octroyer ce que nous souhaitons leur donner, cela nous exonère de la mise en scène qu'ils prennent en charge. Nous devons modérer leur enthousiasme, ils veulent aller trop loin trop vite.

LE PRESIDENT : Nous recueillons avec les PME le fruit des réformes qui ont démantelé les grandes entreprises d'État. C'est bien, poursuivez.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE : Revenons au contrôle psychologique. Le travail, il faut y souscrire, avoir l'air d'y croire, impossible de s'y soustraire. Malgré sa peur, l'employé arbore au travail un visage joyeux, il relaie les instructions, il rivalise d'initiative pour augmenter les quotas imposés. Il s'identifie à l'entreprise dont il est un maillon, est prêt au sacrifice pour mettre en valeur son dévouement. Il accepterait une baisse de salaire si on lui disait qu'elle est nécessaire. Nous étudions cet aspect, voyons à le systématiser.

Pour éviter que l'employé qui connaît bien son travail accomplisse sa tâche sans trop de mal, voire gagne des moments de détente, où il puisse penser, prendre du recul, nous veillons, au nom d'une prétendue actualisation, à modifier en permanence nombre d'éléments et de paramètres techniques qui obligent à une constante adaptation. L'encadrement n'est surtout pas préservé, il est soumis, dans le but d'augmenter sa charge de travail et de ne plus lui laisser un instant de pensée libre, à la rédaction de rapports les plus détaillés. Dans une perspective de conceptualisation, que tout cadre se doit de développer, nous pensons à leur demander des rapports sur leurs rapports.

Je passe sur les horaires d'embauche très matinaux, c'est bon pour la santé de se lever tôt. L'important est que l'employé moderne est toujours disponible. Il emporte chez lui ses dossiers à travailler. Sur la route autant qu'à la maison, le soir autant que le jour de repos, l'employé est toujours à disposition. Et toujours heureux de servir l'entreprise. Nous ne remercierons jamais assez le progrès technique, le téléphone et l'ordinateur portables.

Cette organisation du travail entraîne certes des pertes élevées – il est connu qu'un environnement valorisant favorise l'innovation – des pertes élevées avec peine compensées par l'élévation de productivité, mais le gain politique est profond. Nous pouvons mieux faire, mais nous pensons avoir atteint les objectifs fixés par vos directives. L'employé est un matériau malléable, qui ne saurait se révolter. La conjoncture est bonne. Les profits sont record.

LE PRESIDENT : En effet, vous pouvez vous améliorer, vous en avez tracé les perspectives. Dans l'attente, c'est bien. Vous choisirez trois de vos conseillers et leur octroierez sur le budget une gratification de respectivement quinze, dix et cinq mille, mensuels sur un an. Quant à vous, vous prendrez sur les fonds secrets du ministère une unité, que vous verserez à votre compte.

*(Le ministre rosit de plaisir, bafouille un remerciement).*

Monsieur le Député, vous vouliez ajouter quelque chose.

LE DEPUTE : *(Qui cherche à se mettre en avant).* À la Chambre nous travaillons activement à contrecarrer les syndicats des transports, qui malgré la réduction drastique des effectifs protégés, continuent à sévir, aussi bien dans l'aérien, le rail, que dans les grandes régions urbaines. Nous modifions le droit du travail. Nous avons avancé le concept de continuité de service public. En démocratie, nous ne pouvons supprimer le droit de grève, inscrit dans la constitution. Par ce détour, de facto une forte proportion des employés est à son poste, le service est assuré, la grève est partielle et ne nous gêne plus. Je dirais davantage, elle découvre ceux qui cessent le travail, les pénalise financièrement, et réduit leur marge de manœuvre à quelques jours.

LE PRESIDENT : *(Il opine).* La voie législative est la bonne.

LE DEPUTE : *(Zélé).* Nous avons travaillé sur la langue. Au lieu de remettre en cause notre discours, les centrales syndicales ont adopté le lexique dominant, crise, rigueur, dette publique, réforme, concurrence, compétitivité, productivité, qu'ils ressassent journallement à leurs troupes. Il est à noter que dans les grandes entreprises leur représentativité et leur influence sont en forte chute. Dans les PME, le syndicat n'existe pas.

LE PRESIDENT : *(Assez froid).* Le droit du travail doit tenir compte des réalités actuelles, il doit être revu. Discutez, amendez, légiférez, c'est votre fonction.

*(Plus attentionné).* Vous transmettez à mon cabinet des propositions pour votre circonscription.

LE BOUFFON : *(Il agite sa marotte, grelots).* Président, tu es fort. La populace prête à tout pour accéder au sésame du travail. Connaissance famille – copinage, piston. Ça sent la mafia ton histoire de réseau. Mais ça marche, même ils y courent à l'usine, où ils toucheront ce qu'ils croient de l'or, de quoi accéder à

crédit à un modeste logis et une petite voiture, tout juste pour durer jusqu'à la fin du mois.

C'est le retour au féodalisme. Au maître tout donner, sa force, son temps, son esprit. Plus évolué qu'aux temps anciens. L'esclave n'est plus vendu, c'est l'esclave qui mendie l'honneur de se vendre. Tu es un prodige de la politique.

Mais ce que j'admire, c'est la cruauté, le raffinement du système. Qu'au lieu de s'unir et se dresser, ils se soumettent, se livrent à toute besogne, se battent, se dénoncent les uns les autres, qu'ils se calomnient. Les bêtes qui se dévorent entre elles.

Je te donne également un satisfecit appuyé sur les SDF. Oh, ces camps bariolés qui couvrent les trottoirs de Paris, cinquante couchés sur des cartons comme sur des nattes. La splendeur de les voir tomber, au début les courageux dissimulent, ils se lavent aux fontaines, vivent dans leur voiture, et cherchent du travail, mais ça se sent, il y a une odeur du SDF. Quelle beauté de voir la dignité d'un homme s'effondrer. Et surtout les femmes SDF, la déchéance des femmes est plus vile, elle est délectable.

Maître, Seigneur, tu es un esthète du cœur humain.

LE PRESIDENT : Tu te fous de moi, bouffon ?

LE BOUFFON : Non. Pourquoi me priverais-je du spectacle du faible et du méprisable ? il rehausse l'opinion que j'ai de moi. Pourquoi me priverais-je de cette main-d'œuvre à la rue, qui m'enrichit ? Ne suis-je pas des vôtres ?

Mais je me demande, Maître, ce qui te pousse à cette politique. Le goût du pouvoir ? le plaisir de vivre dans les palais ? la jouissance d'humilier l'autre ? ta tête chenue n'en a pas assez ? Tu sers toi-même les puissances d'argent.

Et je m'inquiète, Maître. Naguère, tout le monde travaillait tranquille, on était riche. Maintenant on a peur, l'injustice et la misère grandissent. Toi, le politicien expérimenté, crois-tu que cela durera longtemps ?

LE PRESIDENT : Ça suffit, bouffon. Tais-toi.

LE BOUFFON : Je dis ce que les autres ont peur de te dire. Tu es coupé de la réalité. Tu as la phobie du rouge, et de ton palais tu ne vois plus comment vit le peuple, ne comprends plus comment il réagit. Tu gouvernes en technocrate, tu as perdu le sens de l'humain. Je te mets en garde pour l'avenir.

LE PRESIDENT : Tu idéalises le peuple, et tu menaces. Tu n'as aucun sens du rapport de force. Tu ferais un piètre politique. Je le répète, tu ferais mieux de te taire.

LE BOUFFON : Je sais, Maître. Quoi que je dise, ta réponse est la même.

LE PRESIDENT : (*À tous, irrité*). Reprenons le cours de nos débats. La parole au ministre de l'Intérieur, exposez vos résultats.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Monsieur le Président, notre première mission est le maintien de l'ordre établi. Notre action est hiérarchisée en trois points, prévention, identification, élimination.

La prévention repose sur le contrôle de l'information. La mise en place de systèmes intrusifs est achevée. Nous entendons par là un système de

surveillance de l'ensemble des communications. Tout ce qui se dit sur la Toile, tout ce qui passe par les réseaux informatiques, la totalité des échanges téléphoniques, tout est filtré par nos calculateurs qui en activant une mémoire composée de mots-clés, sont en mesure de détecter toute trace de contenu subversif.

La moindre menace conduit à une enquête approfondie qui identifie la nature du risque. Celui-ci est répertorié en champs d'activité, qui peuvent se recouper, le terrorisme, le politique, l'activisme social, les intellectuels, mais aussi la finance, les trafics internationaux, les mafias, les mouvements religieux, etc., jusqu'au simple citoyen, rien de ce qui est déviant n'y échappe.

LE PRESIDENT : Bravo pour la structure. Rien ne doit sortir de la nasse. Les déviants sont souvent les plus intelligents, et les moins corrompus, ils sont un danger potentiel. *(À tous, excité).* Vous les repérerez, et les éliminerez, le plus tôt possible, des études, de l'université, du marché du travail, au motif d'incompétence. Le sentiment d'impuissance les rendra fous. Ils se démasqueront.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Chaque suspect fait l'objet d'une fiche, ou d'une note. Il est alors traité par nos services. Selon le contexte et la gravité du cas, l'élimination prend des formes diverses. La cible peut être retournée, elle nous servira d'agent double. Nous pouvons aussi la manipuler, l'infiltrer et l'orienter, la pousser à commettre des actes, débordement, provocation, attentat, conformes à notre intérêt.

Une grande souplesse garantit l'efficacité de l'élimination. Le suspect peut être démis de ses fonctions. Mais il peut être promu, en compensation de quelque gage. On soudoie l'élément gênant, bien peu résistent à l'attrait de l'argent. Chaque homme a son prix, il suffit d'augmenter la somme. Nous ne sommes pas en mal de crédit, la caisse noire est là pour ça.

Enfin, pour les obstinés, ceux qui ne comprennent définitivement pas, reste la dernière solution. Hélas, de nos jours, trop de gens sont victimes d'accident, ou disparaissent, sans qu'on sache pourquoi. Vous seriez étonnés des chiffres.

*(Rires autour de la table).*

LE PRESIDENT : Parlez-nous de la délinquance. Le sujet touche la population, le phénomène grandit.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Ne nous inquiétons pas. La petite et moyenne délinquance ne frappe que les petites gens, et les classes moyennes. Les dernières statistiques que nous avons publiées font état d'une hausse du taux de résolution des crimes et délits, d'une augmentation des arrestations des coupables, et généralement d'une baisse des vols et des actes de violence.

Mais je vous rassure. Ces chiffres sont faux, ils sont volontairement majorés. D'une part la dégradation économique accroît les incivilités (terme que nous préférons à celui trop agressif de délinquance), et nous ne pouvons placer un flic derrière chaque citoyen. D'autre part nous tenons à ce que cet état de violence latente, quotidienne, perdure et avive un sentiment de pourriture de la société.

Ainsi banalisée, la délinquance devient la norme, et contribue à dévaloriser la notion de moralité, donc à la perte de repères culturels et sociaux.

Quant au trafic de drogue qui gangrène les cités, comme s'expriment les journalistes, il est nécessaire à l'économie, il fait vivre des quartiers entiers. Nous n'arrêtons que les menus comparses. À l'échelon supérieur, la mafia draine d'importantes sommes d'argent que nous retrouvons judicieusement réinvesties dans les affaires, et elle fonctionne sur un type ultra libéral qui ne connaît de droits sociaux qu'une relative solidarité clanique. Elle aime en outre travailler dans le calme et sait nous rendre de grands services. Nous n'y voyons que des avantages. Et je préfère une jeunesse affalée sous son cannabis, que défilant sous un drapeau rouge.

*(Signe de tête approbatif du président).*

En revanche, et cela ressortit à la surveillance psychologique, ce que dans notre jargon policier nous appelons la prise de tête, nous réprimons impitoyablement les actes de la vie quotidienne. Reprenons, mais d'un autre point de vue, l'exemple de notre collègue de l'Économie, les transports.

L'automobile représente pour le conducteur un petit coin de liberté, qui lui coûte cher, mais où certains croient se valoriser, se défoulent. La violence routière est élevée. Quoique le fait d'une minorité, nous réprimons à tout-va. Les limitations de vitesse impossibles à respecter pullulent, et nos radars engrangent des records de rentabilité. La tradition du repas dominical en famille est également d'un excellent rapport, nous procédons à des contrôles d'alcoolémie le dimanche après-midi. Etc.

Sous couvert de sécurité, nous avons initié cette politique d'emprise psychologique et de rentrées d'argent par l'entremise d'une association de prévention routière, les bénévoles qui reçoivent une subvention de l'État auxquels vous faites allusion, monsieur le Président, et dont la responsable est devenue actionnaire de la société de fabrication de radars.

*(Rires de l'assistance).* C'est ainsi que la volonté de la société civile demande des mesures répressives. *(Rires de l'assistance).*

LE PRESIDENT : C'est bien. Que votre organisation couvre l'ensemble de la société est essentiel à la morale publique. Il faut tenir le corps social. Le tenir fermement, physiquement, et psychologiquement.

De la nuisance vous tirez profit. Votre traitement de la délinquance ne néglige aucune cause ni effet, et donne à chacun la réponse appropriée. Elle est une utile contribution à la remise en ordre des classes laborieuses. Sans que l'opinion s'en aperçoive vous menez notre politique.

Et votre réalisme vous honore. Vous faites feu de tout bois et les recettes de votre administration ont fortement progressé, voilà ce qu'est comprendre l'argent. Mesdames et messieurs les ministres, vous pouvez prendre exemple.

LE BOUFFON : *(Agite sa marotte).* L'expert en retournement de situation. Il fait crouler l'autre sous les prunes, et lui ramasse les fruits. Voilà un homme habile. Quant à la prise de tête, entre lui et son collègue de l'économie, je plains le citoyen de notre beau pays.

*(Au président).* Tu lui enlèves tout. Il a peur au travail, quand il en a du travail. Quand il rentre chez lui il a peur d'être cambriolé, quand il sort en métro d'être attaqué, quand il sort en voiture d'avoir un pv, quand il ouvre sa boîte aux lettres de recevoir une nouvelle taxe. Il ne trouve plus lieu ni moment de détente, où se reposer, oublier, simplement parler. Tu moques son verre dominical en compagnie de sa famille, qui souvent est la seule culture du pauvre. Il ne lui reste rien à se raccrocher, dans cette société de la peur qui pourrit.

Il voit le riche, qui lui s'en fiche, dont la liberté n'est jamais gênée. Le bandit, qui impunément s'enrichit. Le mensonge, qui règne et s'affiche. Ô Prince, quel monde construis-tu, où chacun s'oppose à l'autre, où l'honnête homme voit bafouer, outrager, vilipender les valeurs qui ont fait sa grandeur ?

LE PRESIDENT : Ce que tu dis, on l'a dit de toutes les sociétés à toutes les époques. Gouverner n'est pas s'apitoyer sur les individus, mais construire un pouvoir fort.

LE BOUFFON : Me prends-tu pour un naïf ? Je sais, il n'y a pas de morale politique, seul le résultat importe. Tu les tiens. Ils ont peur. Tes sbires décèlent le moindre mouvement, exercent un contrôle absolu. C'est une belle réussite. Mais en ta grande sagesse tu l'as dit, la victoire est fragile. Combien de contrôleurs te faudra-t-il pour contrôler les contrôleurs ? C'est une fuite sans fin. Et tout cela pour quoi ? pour qu'une caste se gorge d'or ? N'y a-t-il pas d'autre chemin, plus sûr, pour asseoir ton pouvoir ? ton contrôle total n'est qu'un pouvoir totalitaire. Les régimes de ce type sont dans l'histoire les premiers à tomber.

LE PRESIDENT : Cela suffit, bouffon. Tu donnes des leçons d'histoire, mais tu te trompes, tes schémas d'analyse sont anciens, et tu les plaques sur un monde nouveau, que nous construisons avec des outils nouveaux. Et si tu dis des choses sensées, tu ne vois qu'un aspect du monde. Tu es mauvais augure parce que tu ne sais pas. Tu crains pour l'avenir ? Nous le préparons. Écoute un peu.

(À la ministre de l'Éducation). Madame la ministre de l'Éducation, c'est à vous. Dites-nous je vous prie ce que dans notre projet de société vous faites pour la formation de l'homme futur.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Nous menons un programme d'an-alpha-bétisation des masses.

(Étonnement de tous).

LE PRESIDENT : Dans la tâche qui nous incombe, nous devons à la fois former les futurs décideurs, les penseurs et constructeurs dont notre pays aura besoin demain, et veiller à ce que la transmission des pouvoirs politique, économique et culturel reste en de bonnes mains. L'expérience l'a montré, l'instruction dispensée à tous sans discernement fait courir un risque politique majeur.

(À la ministre de l'Éducation). Poursuivez.

LE BOUFFON : (Il secoue sa marotte, bruit de clochettes). Instruire les gens du peuple donne des rouges.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : En effet, l'élévation du niveau d'éducation de la population nous a menés au bord de la révolution. C'est elle qui alimente cette idéologie nuisible qui persiste et transcende les générations, qu'a évoquée monsieur le Président.

LE PRESIDENT : Au fait.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Notre électorat populaire reste très attaché à l'éducation de ses enfants, pour lui synonyme de promotion sociale. Mais en

même temps nous ne pouvons mettre en péril notre suprématie. Comment résoudre ce paradoxe ? en donnant au plus grand nombre l'apparence de l'instruction la plus élevée possible.

*(Tous très attentifs).*

J'ai bien dit, l'apparence. C'est une action à long terme. Des réformes successives se sont employées à saper la base de l'enseignement. Nous agissons sur l'élève, le programme, et le recrutement des cadres.

Des experts, s'exprimant au nom du bien de l'enfant, ont apporté une prétendue caution scientifique aux nouvelles méthodes qui déstructurent l'apprentissage de la lecture et du calcul. Au nom de la mixité sociale bénéfique à tous, nous mélangeons tous les élèves, ne séparons plus le bon grain de l'ivraie. Le mot élite est proscrit. L'abandon de la sélection, que nous faisons passer pour une victoire démocratique, se poursuit au long de la scolarité. Pratiquement tous valident un cursus secondaire complet.

Notre objectif est atteint, une part grandissante des élèves sort de l'école illettrée, et ne sait pas compter. Nous estimons que la moitié des bacheliers ne sait pas rédiger. Ils poursuivent des études supérieures dites professionnelles et techniques.

Parallèlement, nous avons expurgé les programmes, nous ne donnons plus que de partiels rudiments en histoire, en géographie, sans parler des lettres ni des humanités.

Quant au recrutement des maîtres, il ne s'opère plus sur la base de connaissances scientifiques, mais d'une pratique pédagogique. Comprendre par là l'aptitude à travailler dans le bruit et la violence endémiques, que nous nous gardons de sanctionner.

Le concours élimine les velléités d'intellectualisme. Pour éviter qu'un élément brillant se dissimule et passe le filtre, nous les saturons de technicité. De sorte que, les uns n'ont pas le temps de penser, les autres n'en ont pas les moyens. Enfin, le traitement très bas pollue le recrutement, les anciens, les meilleurs, quittent le service. Le niveau a donc fortement chuté.

LE BOUFFON : *(Il agite sa marotte, bruit de clochettes).* Nous éradiquons les meilleurs. À bas les aristos ! Nous sommes de vrais socialos !

LE DEPUTE : Une question, je vous prie. Dans ces conditions, comment se constitue le vivier de la future élite, qui nous est nécessaire ?

LA MINISTRE DE L'EDUCATION : Nous prenons modèle sur nos amis d'outre-océan. La sélection s'opère par l'argent. Aux plus riches de coûteuses places dans certaines écoles où ils acquerront un vernis de culture et les règles de la bienséance. Formés au moule du monde dirigeant, leur carnet d'adresses importe plus que leur niveau scientifique. *(Une pause).* La fonction crée l'organe.

*(Rires de l'assistance).* Pour les autres, quel besoin avons-nous de littérature perfide, d'inepte philosophie, de sciences politiques ? Il nous faut des techniciens, qui ne savent rien en dehors de leur étroite spécialité, qui n'aient pas de représentation globale. Pas besoin d'histoire, à quoi bon la géographie ? que leur monde soit le plus limité possible.

LE DEPUTE : Les classes populaires s'en aperçoivent.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Non, le peuple aime l'apparence. A défaut d'or massif il se contente d'or mussif.

LE BOUFFON : *(Il secoue ses grelots).* Voilà un bon mot ! qui porte loin !

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Cette pseudo éducation de masse fait que la majorité des néo-bacheliers sont les premiers de leur famille à détenir le précieux diplôme. Cela nous vaut un large soutien électoral.

LE DEPUTE : Avec un diplôme dévalorisé, le marché du travail leur est fermé.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Les employeurs le savent. La situation est celle décrite précédemment, on n'accède à l'entreprise que par recommandation. De plus, nous avons créé pour ces jeunes sans travail des milliers d'emplois non qualifiés, à durée définie, notamment au sein de notre administration. Le résultat est sans appel. Non seulement ces jeunes accèdent au parchemin symbolique, mais encore ils passent de l'autre côté de l'école. Dans des familles souvent en conflit avec cette institution, chacun de ces jeunes temporairement intégrés se transcrit par six votants en notre faveur.

Le vivier de penseurs et de savants est ainsi constitué : certains de nos enfants se montrent très doués. Dans les classes moyennes voire chez les pauvres, on trouve quelques éléments brillants, dont la docilité est avérée. On les intègre à ces écoles de l'élite, où, pourvus de rares bourses d'études, ils sont la vitrine d'une égalité démocratique. Le reste des chercheurs est importé des pays sous-développés. Nous disposons ainsi d'une élite fiable dont l'effectif est suffisant. Peu de prix Nobel sont nécessaires à un grand pays.

LE PRESIDENT : *(À la ministre de l'Éducation).* Cela suffit pour l'instant, merci. *(Au bouffon).* Tu as entendu ? Qu'en penses-tu ?

LE BOUFFON : Maître, je ne sais plus que dire. Ton œuvre m'éblouit. Gouverner c'est prévoir, et tu penses à tout. Que suis-je, moi, pauvre pitre, devant la puissance de ton esprit et la démesure de tes moyens ? Qu'ajouter à la perfection de ton opus ?

Tu es sage. Le pouvoir ne peut être qu'en des mains expérimentées. Combien de générations faut-il pour faire un pianiste ? Donner l'instruction aux masses ne sert à rien. Qu'en font-ils ? Au mieux, meneurs de grèves. Alors que nous, avec l'instruction, on gagne de l'or.

Instruire la populace, c'est donner de la confiture aux cochons. Ce qui les intéresse, eux, ce n'est pas travailler, approfondir, c'est l'apparence. Tu l'as très bien compris. Et tu as raison. La preuve en est qu'ils remercient ta démagogie, ils votent pour toi.

Bienheureux les ignorants ! Maintenant, grâce à ton système, ils ne savent plus ni lire ni compter. Ils ne peuvent plus se défendre, les banques vont gagner gros. Ah, vraiment, c'est bien joué. Tu ne risques pas de les voir disputer le pouvoir. Nous t'en sommes redevables, notre argent est en sécurité. Tu t'inscris dans la continuité de tes illustres prédécesseurs, tu es un homme fidèle. Tu mérites la fonction suprême où les rois de la finance t'ont laissé accéder.

LE PRESIDENT : Je sens le sarcasme.

LE BOUFFON : Non, Maître, non. Tu cadennasses le pouvoir de l'intérieur. Tes instruments de coercition n'ont jamais été si puissants, je te l'accorde sincèrement. Tu te targues de forger une génération d'analphabètes. Mais ces jeunes ravalés au rang d'illettrés, crois-tu qu'ils ne comprennent pas ? ils savent qu'ils ne savent rien.

Tires-tu profit de l'histoire ? On a condamné l'Encyclopédie, mais Vincennes n'est plus une prison. Les miséreux de l'époque signaient d'une croix qui crevait le papier, cela n'a pas empêché la monarchie d'être renversée.

Un État qui affaiblit sa jeunesse s'affaiblit soi-même. Ne crains-tu pas d'être débordé de l'extérieur ? Ces cerveaux, que tu importes, le jour viendra où ils s'affranchiront. Ta belle technique passera entre leurs mains, et la source se tarira. Que te restera-t-il ? Tu pourras aligner tes soldats. Redouter la rébellion et tomber aux mains de l'ennemi, avoue que ce serait farce.

LE PRESIDENT : Indécrottable bouffon.

LE BOUFFON : Je n'y crois pas à tes histoires. Tes prétendus outils nouveaux, ces formidables machines qui pistent chacun, ne sont que de vieilles ficelles adaptées à l'évolution technologique. Mais cette jeunesse, désœuvrée, qui erre dans les quartiers, suspendue à la seule richesse de son téléphone portable, en proie à toutes les tentations consuméristes, dont le rêve se réduit à des objets à acheter, qui végète au jour le jour et ne survit que de magouille et d'expédient...

LE PRESIDENT : Des bêtes.

LE BOUFFON : Et les enfants de la classe moyenne ? ils sont beaucoup supérieurs, coincés dans le logement familial étriqué, ayant pour exemple leurs parents désabusés, courbés sous le crédit ? Paresseux, futiles, ils s'accommodent de ton éducation sans valeur, mais ils sentent que leur avenir est sapé. Ils ne comprennent pas comment ils en sont arrivés là, mais qu'ils sont les dupes, eux aussi le savent. Et le monde que toi et les tiens leur proposez, ne les attire pas.

C'est pour ça que je ne crois pas à tes histoires. Que tu puisses tenir la masse, oh oui. Mais précisément, tu les brides trop, il faut laisser une soupape. Le peuple a besoin d'un rêve, auquel il s'identifie. Il a besoin de cultiver un idéal, dont la perspective même lointaine lui donne l'espoir. Cela, tu ne le comprends pas. Tu es trop technique, il te manque l'humanité.

LE PRESIDENT : Je te reconnais bien là, bouffon. Vivre de rêve et d'eau fraîche. Tu es un poète, à ta manière. Mais nous sommes d'accord, ce que tu dis est fondé. Et justement, le rêve, on s'en occupe. Écoute un peu la suite.

(À la ministre de la Culture). Madame la Ministre de la Culture, la parole est à vous.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Monsieur le Président, la culture, vous le savez, procède d'un ensemble de récits, de faits réels et imaginaires, historiques et littéraires, oraux et écrits, qui dessinent des traits de caractère, des façons de pensée, des valeurs morales. Invisible parce qu'abstraite, elle concerne l'ensemble des aspects intellectuels de notre civilisation, elle influence les formes

de comportement de nos concitoyens et modèle le corps social. À ce titre elle est dangereuse.

*(Tous opinent)*

Pour faire évoluer la société, il est essentiel de créer de nouveaux référents, et de nous débarrasser de pans entiers de l'ancienne culture, qui doivent être éradiqués. Mais nous devons agir prudemment, car dans notre pays les classes sociales qui se croient supérieures sont attachées à cette forme ancienne de leur pouvoir, qui va de pair avec l'éducation.

*(Autour de la table, approbation générale).*

Ce qui distingue notre culture moderne, c'est le progrès technique, qui favorise sa diffusion de masse, par la télévision, la radio, les journaux et les supports informatiques, tout ce qu'on appelle les media. Il en élargit aussi la définition. Sont maintenant considérés comme faisant partie de la culture la publicité, l'information, les disquaires dans les boîtes de nuit, le football, etc.

Ces performances technologiques nous permettent de hiérarchiser l'accès à la culture et d'en modifier le contenu. Le premier accès, le plus puissant media, est la télévision, car l'écran fascine et ne demande ni attention ni compétence. Indigente, sa programmation est soigneusement dosée. Elle propage des valeurs consuméristes, qui portent l'argent, et de compétition, comprise comme une guerre. Films, séries, ne mettent en scène que violence et argent, la première servant à obtenir le second. Les émissions à débat sont toutes orientées vers les mêmes thématiques, crise, concurrence et conflit. Cent programmes sont disponibles avec une simple antenne, tous sont identiques, seuls varient l'ordre et une vague spécialisation. L'impact de la télévision touche l'immense majorité, elle sert de camisole à 90% de la population.

Il convient d'insister, toutes les émissions sont traitées sous cet angle. Le sport, au champ lexical aristocratique, prince de ceci, roi de cela, et guerrier, attaquer, coupeur de tête, écraser l'adversaire, le documentaire animalier, avec son cortège de destruction, de prédation, de mort, les séries médicales où le spectateur plonge lui-même dans la vie du cancéreux, la violence omniprésente conduit à une perte de repères, enferme dans un environnement dépressif, anxiogène.

Quelle que soit la question abordée, tout se convertit en argent, le sport, le prix du stade et celui du joueur, un projet écologique, ce sera son coût, les études supérieures, ce sera le choix du cycle d'étude en fonction de sa future rentabilité. L'or est l'évaluation suprême.

Il est inutile d'ajouter que les sujets intellectuels et classiques sont éliminés, ou plutôt – pour satisfaire à nos quotas – relégués tard après minuit et les seuls jours ouvrés, pour éviter que les fins de semaine certains laborieux curieux soient tentés d'y accéder. Il est bon de préciser enfin que quantité d'innovations techniques traitent les paramètres de transmission, par exemple le son, volume sonore qui s'élève automatiquement quand passe la publicité, enregistrements compressés rendus inaudibles, aussi bien que l'éclairage, phosphorescent, ou la couleur, trop contrastée, qui font que le spectateur assommé est hypnotisé par l'écran.

C'est ce que nous appelons le niveau zéro de la culture, la consommation de masse basique. Tous aux mains du secteur privé que nous faisons prospérer, on peut dire que les autres media, radios et journaux, produisent programmes et information selon les mêmes critères. C'est ainsi qu'on oriente les esprits.

LE BOUFFON : *(Il secoue sa marotte).* C'est ce qu'on appelle la pensée unique.

*(Tous autour de la table approuvent gravement).*

LE PRESIDENT : *(À la ministre).* C'est bien, continuez.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Le niveau supérieur était plus embarrassant. Si le journaliste stipendié se montre docile, certaines difficultés étaient prévisibles avec d'autres producteurs de culture, notamment les éditeurs, qui tenaient à préserver ce qu'ils pensaient être une ancienne liberté d'expression.

Comprenant parfaitement le danger, le secteur privé une fois de plus nous a apporté son précieux concours. S'est opéré un mouvement de fusion et d'acquisition, qui a conduit au regroupement de tous les acteurs de l'édition, ceux-ci conservant leur nom, mais sous l'autorité d'un actionnaire principal. Le plus souvent, faut-il le dire, un capital étranger à la culture, par exemple un épicier ou un fabriquant de chaussures, dont le seul critère est le rendement financier. C'est-à-dire pour nous un partenariat au-dessus de tout soupçon.

LE BOUFFON : Ils conservent l'étiquette, mais le contenu n'y est plus. C'est du double langage.

*(Personne ne relève).*

LA MINISTRE DE LA CULTURE : La ligne éditoriale de ces nouvelles maisons est des plus sélectives. Il n'y a pas de sujet interdit, mais il y a des manières d'aborder les choses, qui ne sont pas conformes aux principes de la démocratie.

LE BOUFFON : *(Il secoue sa marotte).* L'apologie du rouge, voilà le crime supérieur !

*(Hormis quelques haussement d'épaule, personne ne relève).*

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Nous voyons qu'il n'y a aucune censure. Les artistes, qui sont gens de raison, l'ont bien compris. Ils ont purgé leur propos, l'ont épuré, et suivent la voie la meilleure, la nôtre. Les autres, les récalcitrants, sont catalogués comme des ratés, de petits prétentieux qu'on ne saurait laisser accéder à la publication. Je le répète, il n'y a aucune censure. Il n'y a que de l'incompétence, et des gens sans talent.

Nous devons cependant veiller à tout. En ce qui concerne les velléités de certains petits éditeurs, qui croiraient s'affranchir de cet impératif, la réponse est simple. C'est la suppression progressive, ou immédiate, des subventions, sans lesquelles ils ne sauraient éviter la faillite. Nos libéralités savent être à double tranchant.

LE DEPUTE : *(Il lève la main. D'un signe de tête le président lui accorde la parole).*

Madame la Ministre, vous nous tranquillisez. Cependant le système ne souffre-t-il aucune exception ? Et qu'en est-il de l'intelligentsia et de l'aspiration à la culture des classes supérieures ?

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Nous tolérons en effet certaines exceptions. J'ai évoqué nos quotas, ces émissions diffusées tard la nuit. Vous n'y trouverez rien de tendancieux. Mais certains auteurs, déjà anciens, rassurez-vous, engagés, comme on disait à l'époque, sont présentés en raison de leur qualité formelle et de leur place dans l'histoire de l'art. Il ne s'agit toutefois que de leurs œuvres les

plus anodines, de surcroît désamorçées par le commentaire qui les resitue dans une perspective, dirons-nous, plus moderne.

Et les pseudo classes supérieures ? À destination de ce public particulier, qui apprécie la didactique, le genre du documentaire progresse, et perçoit de significatives aides à la production. Agrémenté d'exotisme, il est un moyen élégant d'exposer de nombreux aspects du monde sous une approche nouvelle, qui prend en compte la réalité de l'évolution historique.

C'est donc un mouvement de fond, qui avance lentement, mais sûrement, et nous constatons un net infléchissement des esprits vers nos valeurs.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : *(Il fait un signe de la main, d'un hochement de tête le président lui donne la parole).* Une presse relativement subversive subsiste. Si vous en disiez un mot, chère collègue ?

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Vous voulez parler, je suppose, de quelques titres de la presse écrite, par exemple *Le Globe des légations* ? (*Geste d'assentiment du ministre de l'Intérieur*).

Il s'agit en effet d'un espace de presse, pour que les gens de gauche, comme ils se qualifient, s'amuse. C'est un mensuel bien documenté, qui se penche sur les pratiques peu admissibles, voire totalitaires, d'États ou d'entreprises multinationales. Ce type d'organe, de toute façon jamais accessible au lecteur sans instruction, ménage une soupape, et laisse une marge utile à notre vitrine libérale.

Nous savons très bien récupérer ce genre d'écrit. D'une part, ses articles portent souvent sur l'actualité internationale, et le contraste avec notre démocratie nous est très favorable. D'autre part, lorsqu'il dévoile des agissements compromettants, et analyse les dessous crus de certains événements qui pourraient nous impliquer, le catastrophisme de l'information est si manifeste, et notre supériorité si évidente, que paradoxalement ces écrits nous servent : le lecteur en sort démoralisé, accablé, sans plus d'espoir.

Enfin, il n'y a pas lieu de dramatiser, il suffit pour s'en assurer de comparer un numéro récent et un ancien, et de constater combien, sous l'effet de notre douce persuasion, la feuille s'est assagie. Dernière utilité de ce périodique, et non des moindres, notre cher collègue en détient le fichier à jour des abonnés.

*(Large sourire du ministre de l'Intérieur)*

LE PRESIDENT : Fort bien, fort bien. Et la Toile ? l'internet ? qu'avez-vous à dire ?

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Le réseau de l'internet, monsieur le Président, serait susceptible d'inspirer quelques inquiétudes. En ce qui concerne la culture, c'est un outil assez populaire, qui tend à remplacer le dictionnaire encyclopédique. S'il présente l'avantage d'être multimédia, il se caractérise également par sa superficialité. L'utilisateur averti peut certes dénicher des articles de qualité, mais moins que dans une bibliothèque spécialisée.

D'autant que l'internet est submergé de contenus commerciaux et de publicité. Si on fait abstraction de ceux-ci et des innombrables sites pornographiques, les ressources sont linguistiquement rapidement limitées. Nous sommes donc ici dans une illusion de culture, que nous contrôlons facilement.

En revanche, la rapidité de diffusion de l'information, exponentielle et a priori au niveau mondial, notamment via les réseaux sociaux, pose d'autres questions, mais qui concernent davantage notre collègue de l'Intérieur.

*(Signe de tête du président à celui-ci).*

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Monsieur le Président, la gouvernance de l'internet répond à des principes, des normes et des règles précis mis en œuvre par l'ensemble des États, qui relativisent la menace.

Pourtant, le risque de mobilisation d'un grand nombre ne doit pas être sous-estimé, nous le savons d'autant mieux que nous sommes experts en ce genre d'action, entre autres à l'international.

*(Rires autour de la table).*

LE BOUFFON : *(Joyeux, secoue sa marotte)* Il y en a qui en voient de toutes les couleurs !

*(Rires autour de la table).*

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Pour nous en préserver sur le territoire national, nous avons anticipé la question. Je la développerai ultérieurement.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : En conclusion, taillée à la hache la culture est transformée. Elle n'est plus un moyen de développer sa pensée. Désormais elle se consomme, elle est un marché. Et les produits culturels, loin de faire rêver, d'ouvrir des espaces spirituels, contribuent à l'enfermement dans un environnement angoissant.

LE PRESIDENT : C'est bon. Arrêtons là. Mesdames et messieurs les ministres, monsieur le député, merci. Vous pouvez vous détendre, un buffet va être servi.

*(Ils sortent).*

*(Au bouffon)*

Tu vois. Qu'en dis-tu ?

LE BOUFFON : *(Un silence).* J'apprécie, Maître. Chaque parole de chacun de tes ministres me comble. Discipline, compétence, efficacité, quelle équipe, le surchoix !

Le spectacle a de quoi réjouir ! Tu rétablis le servage, moderne c'est vrai, avec ses chaînes psychologiques, son obsession du rendement, sa pile de factures et d'impôts, et la rue qui menace, le bout de carton sur le trottoir. Quel talent, tu fais revivre le spectre de la misère, qu'ils croyaient avoir oubliée. Ils en viennent à se déchirer pour se nourrir. Encore une fois symboliquement ! Quoique, même chez nous... Tu sais combien de gens meurent dans la rue en un an ? Moi non plus. Mais c'est la meilleure sélection naturelle, les parasites, les faibles, les incapables, bon débarras, et ça atténue la crise du logement.

Ils croupissent, les vilains, dans la peur, la répression pénètre au cœur de leur vie privée, leur dernière petite liberté, tenir le volant, est confisquée, la moindre de leurs actions est traquée, et victimes de délateurs, ils dénoncent à leur tour, et la peur engendre la haine.

Ils ne peuvent plus s'en sortir. Leurs rêves d'honnêteté, de progression sociale au mérite, après des études et une vie de labeur, terminés, oubliés, fini tout ça. D'ailleurs, du rêve, il n'y en a plus. Leur cerveau est une bouillie où tout



LE BOUFFON :            Quoi ? j'ai proféré une insanité ? c'est le mot citoyen qui te gêne ? je sais que tu préfères « consommateur ».

LE PRESIDENT :         *(Geste de la main)* Passe...

LE BOUFFON :            Entre un peuple et ses dirigeants, c'est une question de confiance, c'est un contrat. Et toi tu fais l'inverse. Au lieu de protéger sa population, l'État que tu diriges l'attaque, lui supprime ses droits et l'accable d'impôts. C'est un contresens, je te l'ai dit, du modernisme tu retournes au féodalisme.

LE PRESIDENT :         Tu parles encore du bien-être de la populace, et moi je gouverne un État dans un monde qui a changé, où il faut être le plus fort. La finance est le nerf de la guerre.

LE BOUFFON :            Guerre, finance, toujours la même rengaine. Prince, tu m'as reproché de plaquer des schémas anciens sur un monde nouveau. Je te renvoie le compliment, ton monde n'a rien de nouveau, que ses outils de calcul, ses ordinateurs. Et encore, ce ne sont que des applications de découvertes scientifiques qui datent.

                              Tu crois tout contrôler avec tes systèmes intrusifs de surveillance massive, pour reprendre votre jargon imbuvable. Mais ta surveillance massive ne sert à rien si les moyens d'analyse ne suivent pas. Au contraire, cela encombre.

                              Ce que vous faites, toi et tes pairs, n'est rien que reculer les limites de l'oppression, pour saigner encore plus vos populations. Tu appelles ça une nouveauté ? Vous ne créez plus. Vous n'en n'êtes plus capables. Maître, depuis des siècles répression et stagnation sont le signe de la décadence.

                              C'est pourquoi je n'y crois pas. Tu me fais rire avec le décervelage du peuple, qui se prend la tête, comme disent tes ministres. La tactique est peut-être habile, mais ce n'est pas de la vraie politique. Elle est où la grande politique, la stratégie, ton idée forte, ta vision à long terme ?

LE PRESIDENT :         L'emprise psychologique est vulgaire, je te l'accorde, mais elle est une étape nécessaire. Plus loin, tu verras ma stratégie.

LE BOUFFON :            *(Un silence)* Il n'y a plus de chanson d'amour, plus rien. Je n'ai plus envie de rire. Je suis affligé.

LE PRESIDENT :         Revoilà le poète ! On dira que je ne protège pas les arts !

LE BOUFFON :            Raille, Maître, raille, tu le peux. Le pire, vois-tu, c'est qu'on ne peut pas tout te reprocher. Le peuple lui aussi est responsable, qui se laisse enchaîner. Il est grégaire, ne cherche pas à comprendre, tu l'as dit, c'est le marais. Les hommes sont vils, avides, fourbes, et surtout ils sont bêtes.     *(Un silence)*     L'humanité, c'est une moitié de salauds, l'autre moitié de lâches.

LE PRESIDENT :         *(Un silence)* Tu crois qu'il y a cinquante cinquante ? je dirais trente soixante-dix.

LE BOUFFON :            *(Il réfléchit)*            Pourquoi pas dix et quatre-vingt-dix ?

LE PRESIDENT : *(Il tend le bras au bouffon qui claudique et s'y appuie)* C'est bien, mon bon, c'est bien. Tu comprends beaucoup de choses. Viens boire un verre de vin, et tu sauras la suite.

*(Ils se dirigent ensemble vers la table, couverte de mets et de boissons, autour de laquelle les autres personnages sont groupés. Détonations sourdes des bouteilles de champagne qu'on ouvre.*

*Tous boivent, le verre à la main ils entament une ronde et chantent).*

*Scandé*

Caviar et champagne,  
Tous à la campagne,  
Les châteaux, les palais,  
Tout ce qu'il y a de plus beau,  
Ferrari, Bentley,  
Les plus jolies filles, cadeau,  
Tout pour nous, tout à nous...

*Ils boivent, ils chantent n'importe quoi*

Caviar et chante en pagne,  
On se lave au champagne,  
Les chattes haut, les pas laids,  
Tout ce qu'y a de plus beau,  
Cabriolet, chèvre au lait, olé,  
Gigolos, filles à deux dos,  
Toupournou, toutanou,  
Toutanou, toupournou...

*Très joyeux, deuxième couplet, le bouffon traîne la patte*

Du blé, monnaie, pognon,  
Lingot, diamant, argent,  
Franc suisse, dollar, rouble et yuan,  
Des biftons, des millions,  
Toujours plus, plein les poches,  
De biftons, de millions,  
Grosses valoches  
De biftons, de millions...

*Plus rythmé, ils dansent n'importe comment, les femmes sont endiablées*

Blé, monnaie, pognon,  
Lingot, brillant, argent,  
Rien à eux,  
Les pouilleux, les galeux,  
Toupournou, toutanou,  
Des biftons, plein les poches  
Des millions, grosses valoches,  
Toupournou, toutanou,  
Toutanou, toupournou...

## II

LE PRESIDENT : *(Il tape dans ses mains)*. Mesdames et messieurs, la pause est terminée. Poursuivons.  
*(Les personnages se calment instantanément et reprennent leur place à la table de travail)*.

LE PRESIDENT : Avant tout, je vous rappelle à la plus grande confidentialité. Nous répliquons par l'argument de la théorie du complot à quiconque s'avise de critiquer notre action, mais il est inutile de prêter le flanc à la critique.

*(Tous opinent gravement)*.

Cela dit, nous avons procédé à l'état des lieux. C'est bien. Le strict encadrement et l'emprise psychologique sur la population sont absolument nécessaires, vous avez su travailler de concert et les orchestrer. L'objectif est atteint, les capacités de résistance de la population sont nettement affaiblies. Je vous l'avais dit, placez les structures, le reste viendra tout seul.

Maintenant que la voie est ouverte, passons aux choses sérieuses. Conformément à sa lettre de cadrage, que chacun de vous dessine ses perspectives de développement à long terme. Monsieur le ministre de l'Économie, la parole est à vous.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE : Monsieur le Président, contrôle et profit sont nos maîtres mots. Étroitement liés, ils présupposent de casser le droit.

L'entreprise encore une fois est à l'avant-garde et fait prévaloir ses règlements intérieurs sur le droit. Via les privatisations, via la vente d'entreprises au capital étranger ami, via les migrants, c'est assez efficace. Mais nous sommes dépourvus de moyens juridiques.

Un exemple. Je reprends au vol, monsieur le Président, votre propos pour souligner notre dernier acquis en matière d'imprégnation psychologique : nous avons institué dans le monde du travail une gestion du personnel qui intègre l'humiliation. Il ne suffit plus d'être compétent et d'avoir de bons résultats. Il faut se soumettre à l'humiliation et la pratiquer. Autrement dit, quelle que soit votre place, vous devez subir l'outrage et la vexation que vous imposent vos chefs et

vous incliner, et vos inférieurs à qui vous infligerez brimades et affronts doivent ramper et vous flagorner. Des employés très qualifiés ont été écartés car ils se refusaient à mortifier leurs subordonnés, et, double peine, remplacés par des incapables. Qu'une fois pour toutes on comprenne qu'il n'y a plus de place ni pour le mérite ni pour la doctrine sociale.

Cela posé, nous avons les mains libres. Mais, afin d'optimiser le profit, il est impératif d'agir sur les normes sociales, sanitaires, et environnementales, qui entravent le développement de la production. Il est inadmissible que perdurent des passe-droits sociaux, des horaires de travail ridiculement bas, des congés payés, des retraites précoces, de la protection médicale, des bourses d'étude, des logements gratuits, que sais-je encore, la liste n'en finit pas.

C'est donc le droit social, et le droit du travail qu'il s'agit de réformer. Il faut casser le droit ! *(S'adressant au député)* Nos parlementaires se sont mis à la tâche, sont parvenus à museler le droit de grève.

LE DEPUTE : *(Il rosit de confusion, se lève à demi, tente de bafouiller une réponse spirituelle).* Je, je, je... *(Le ministre l'interrompt).*

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : Mais ce n'est pas suffisant. *(Le député rougit de honte, se tait et se rassoit).* Il faut aller plus loin. Comparez le salaire d'un prolétaire local avec celui d'un Indien, ces passe-droits, je dis bien, sont indécents.

LE BOUFFON : *(Il secoue sa marotte, bruit de clochettes).* Augmenter le profit en supprimant la sécurité sociale. *(Personne ne relève).*

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : La question des normes sanitaires n'est pas moins préoccupante, les contraintes nous étouffent. L'alimentation, ils prétendent manger mais sans engrais ni pesticide, les avancées en génétique sont proscrites, nous pouvons à peine soigner le cheptel aux antibiotiques, impossible de désinfecter sa volaille à la Javel, et on reproche à l'agriculture de polluer l'eau.

LE BOUFFON : On critique tout. C'est vrai qu'il y a longtemps que le Rhône est mort, mais comme ça on a réglé les revendications des pêcheurs. *(Il rit, personne ne relève).*

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : L'industrie lourde, la chimie, les matériaux nouveaux, tout nous est interdit. Quant aux transports, on nous accuse d'empoisonner la planète. Ce carcan ampute la croissance, le rendement plafonne. C'est pourquoi il est impératif et urgent de déréglementer. Vous entendez, monsieur le député ?

LE DEPUTE : *(Il rougit, feint de prendre des notes, il bafouille).* Oui, oui... nous... *(Le président opine et fait signe de poursuivre).*

LE BOUFFON : *(Il secoue sa marotte, bruit de clochettes).* C'est facile à comprendre. C'est comme l'enfant qui grandit dans un œuf, il n'a pas de place. Il doit casser la coquille.

*(Personne ne relève).*

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : Une autre source de profit est l'extension du champ de la production dont trop d'éléments nous échappent. Je veux parler d'abord des privatisations, car l'État détient trop d'entreprises, et intervient dans trop de secteurs économiques. Nous poursuivons les privatisations partielles, comme celle des chemins de fer, par une technique de morcellement qui passe inaperçue. Après avoir privatisé les rails, les câbles d'alimentation électrique, les restaurants, le nettoyage, nous pensons maintenant aux roues des trains, aux freins, aux caténaires, etc.

Dans cet esprit de conquête de nouveaux marchés naguère captifs, nous déléguons le plus possible les services publics au privé. Nous étendons ce principe à toutes les activités de l'État. Notre première cible est évidemment le fonctionnaire. C'en est fini du statut de ce personnage paresseux honteusement protégé.

LE BOUFFON : *(Il secoue sa marotte, bruit de clochettes).* Nid de frelons rouges !

*(Personne ne relève).*

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : Pour mettre fin au parasitisme de ces privilégiés, nous dévalorisons leur fonction, rendons exécrables leurs conditions d'exercice, et parallèlement, comme vu dans l'éducation, menons une politique de dépréciation des traitements. Il n'est donc pas étonnant que de la base au sommet de l'administration et des institutions fleurissent prévarication, exaction et concussion, que, sans ouvertement approuver, nous nous gardons de sanctionner.

*(Un silence, tous se taisent autour de la table).*

Cela dans la double perspective d'économie de notre budget, et de décomposition de la société, des valeurs morales, de justice, etc. , qui contribue à la déréglementation dont j'ai parlé. Chaque nouvelle perte de repère est une bouffée de profit.

LE BOUFFON : Vous avez oublié le pécumat.

*(Personne ne relève. Le président fait signe de poursuivre).*

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : Nous avons identifié de nombreux autres gisements, que nous mettons progressivement en œuvre. En attendant que nos parlementaires l'abolissent, nous rognons de tous côtés le code du travail. Les employés acceptent au nom de la compétitivité la baisse de leur salaire. Nous allons mettre les chômeurs au travail, au tarif de 1 couronne de l'heure, ils n'auront pas le droit de refuser. Nous allons reculer le départ à la retraite et en baisser le taux. Sur ce point, remarquez le triple bénéfice : ils travaillent plus longtemps, et prématurément usés, meurent plus jeunes, donc nous gagnons une fois sur le salaire et deux fois sur la pension.

En général, nous avons tout intérêt à la paupérisation des classes moyennes. Elles seront plus soumises, et la prospérité de la population favorable au commerce est un mythe. Nous gagnons plus sur les pauvres, avec lesquels nos marges sont comparables au marché du luxe.

LE BOUFFON : Là encore c'est facile à comprendre. Nous vendons au prolétaire dans des supermarchés qui lui sont destinés, où il se sent à l'aise, de

la viande hachée à 10 couronnes le kilo. Ce produit est en réalité composé de dix pour cent de cartilage, de graisse, de tendons, de sang, le reste est de la farine de soja, de maïs, etc. Sous cet emballage, le prix réel est donc 90 couronnes le kilo de déchets de viande et 10 couronnes le kilo de tourteau de colza. Autre chose que les 50 couronnes le kilo de filet que paye la classe moyenne, qui de surcroît râle sur la qualité.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE : L'exemple du bouffon est juste. La misère des autres nous est très profitable. Cela me fait passer à un de nos filons les plus rentables, les migrants.

Les migrants absorbent la fange de la société. Ils achètent l'invendable, les rossignols, les rebuts, le bas de gamme. Le plus important est qu'ils prennent le travail dont personne ne veut, et triment sans regimber. Ils se moquent du droit, ce qu'il veulent, c'est de l'argent. Quand ils passent de l'autre côté de la barrière économique, ce sont les pires exploiters, vous connaissez les ateliers clandestins. Et ils sont les rois du paiement au noir. Ils représentent dix pour cent de la population, pour nous c'est tout avantage. C'est, en quelque sorte, de la délocalisation importée.

*(Rires).*

Voici, monsieur le Président, les grandes lignes de notre programme. Nous nous développons tous azimuts, et nous efforçons d'atteindre toujours au moins deux objectifs simultanés, appauvrissement moral et croissance des gains. Mais pour véritablement progresser, il faut casser le droit.

LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

LE DÉPUTÉ : *(Il demande la parole en levant la main. Le président la lui accorde. Le député s'est ressaisi. Il se lève et lit une déclaration).* Nous,

députés de la majorité, faisons observer que durant la présente session, cent huit dispositions ont été subrepticement introduites dans la loi, lors des séances de nuit d'un hémicycle que l'heure tardive a déserté, pour assurer toute facilité aux investisseurs et acteurs de la croissance économique. C'est notre tâche quotidienne, humble et trop méconnue. Je vous remercie de votre attention.

*(Tous se regardent)*

LE PRÉSIDENT : Il est vrai, il est vrai. Nous reconnaissons votre mérite. Pensez à adresser à mon cabinet, vos propositions pour votre circonscription.

*(Il se tourne vers le bouffon).*

La compétence de notre ministre calme-t-elle tes inquiétudes économiques ?

LE BOUFFON : Je remarque avec satisfaction, Maître, que ton ministre de l'Économie s'implique dans la réforme du droit, trop longtemps ajournée. Et je loue la prudence de cet homme, qui toujours avance masqué. Les techniques de morcellement qui passent inaperçues, les gisements progressivement mis en œuvre, sont la marque d'un esprit sage et prévoyant, et plaident pour un enrichissement accru dans de bonnes conditions de sécurité. Il serait dommage de tout perdre par excès de confiance.

C'est pourquoi j'adhère totalement à la paupérisation des classes moyennes, cela les remettra à leur place, et il serait trop bête de les voir allumer le feu à la tourbe. Il serait tout à fait judicieux de diviser la société en deux

castes, cela faciliterait beaucoup le commerce. Le marché de la misère est juteux. Il n'a qu'une limite, le coût de la laideur est élevé, c'est difficile de fabriquer du laid, et contre-nature.

Un marché à deux niveaux, on l'a vu, serait très pratique dans l'alimentation, d'autant qu'on y consacre son dernier budget, et pourrait s'appliquer à de nombreux domaines. À la médecine, par exemple, on aurait soit des lits privés très coûteux, soit des dispensaires bondés à cent consultations par praticien et par jour. Ce serait un choix. Ah, c'est très bon le double objectif.

Ta petite politique porte ses fruits, Maître, tu es habile et sais faire tes coups en douce. D'une main tu distribues des éléments sociaux de base, des HLM, des revenus de solidarité et tutti frutti, qui nous donnent une façade progressiste, et de l'autre tu saignes la bête. Le prolo ne cherche pas à comprendre, il bosse plus dur et plus longtemps. C'est comme aux échecs, il prend le pion qu'on lui tend sans voir qu'au coup suivant il perd une pièce.

J'aime aussi l'attaque sur les vieux, remarquable. Aucun risque, ils ne peuvent pas se défendre, ils n'appartiennent plus à aucun collectif, et ils sont vieux, n'ont plus ni force ni volonté. Nos vieux sont inutiles, ils sont trop riches et dépensent peu car ils ont tout, l'argent ne circule pas. Et je suis sensible à l'aspect psychologique de la chose, l'humiliation d'avoir servi pour, devenu vieux, se voir dans la misère, être dépossédé des dernières années en bonne santé, et finir à l'hospice.

LE PRESIDENT : Tu caricatures, bouffon, mais es dans le vrai. Et pourquoi pas, tu nous donnes des idées.

LE BOUFFON : Merci du compliment, Maître, croie que je fais de mon mieux. Juste une critique, je regrette un défaut de langage de ton ministre. Qualifier un auto-versement de salaire des gros mots qu'il a employés manque de style. J'aurais plutôt parlé des fermiers généraux de la modernité. Mais ne soyons pas trop sévère, installer la corruption dans un État qu'on veut abattre est une réussite majeure, c'est un des maux les plus difficiles à extirper.

Le résultat économique est a priori bon, rien à redire, travail de mineur, à tous les sens du terme. Il y a organisation de l'espace, prospection de nouveaux territoires économiques, et ta gestion des migrants rapporte à tous les niveaux. Toujours ta méthode, tu feins de les accueillir et les exploites à volonté. Ils se moquent du droit, dis-tu ? qu'attendre d'autre d'eux ? tu le savais. Ils n'en ont jamais eu, de droits, ils sont arrivés ici en fuyant le pire. Pour ceux qui ne parviennent pas à s'enrichir, les conditions de vie qu'on appelle ici la zone sont pour eux le grand confort. Surtout qu'ils savent profiter de nos aides...

Que vouloir de plus ? ils sont ignorants, comme tous les prolos ils ne pensent qu'au fric et rêvent non pas de supprimer l'exploiteur, mais de prendre sa place. Cela nous arrange, très bonne affaire, le migrant, à mon avis on peut le tondre davantage.

LE PRESIDENT : C'est bien mon intention. Tu verras plus loin.

LE BOUFFON : C'est vrai, avec les migrants, t'es peinarde, ils savent ni lire ni écrire, t'en as pour trois générations chez nous avant qu'ils lèvent la tête. Comme les nôtres de prolos, tu les fais avec ta politique éducative régresser de deux générations, ton bilan est excellent, tranquillité assurée pour longtemps.

Je voudrais pourtant, Prince, te mettre en garde. Malgré ces excellents résultats l'économie est paradoxalement ton point faible. Tu ramènes le prolétaire au niveau de la bête. Crever de faim est la seule chose qu'il comprenne. Fais attention à ne pas rompre l'équilibre.

LE PRESIDENT : *(Il regarde étrangement le bouffon).* Qu'est-ce qui te prend de parler comme ça ? *(Tous deux éclatent de rire).*  
Allez, on continue.

LE PRESIDENT : Monsieur le ministre de l'Intérieur, à vous. Allez droit au but, pas de verbiage, nous vous écoutons.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Monsieur le Président, je précise quelques données sur l'automatisation du maintien de l'ordre, et j'aborderai le sujet transversal des migrants.

Sous le prétexte de prévenir un risque international – que nous pouvons provoquer à tout moment, d'autant qu'aucune information sérieuse ne parvient des événements extérieurs à nos frontières, et que nous y sommes relayés par nos alliés – nous avons mis en place un système de surveillance massive. Votées par notre parlement, *(le député se dresse, salue, et se rassoit)*

acceptées par la population, ces mesures visent en réalité à contrôler totalement l'espace social intérieur.

Le système s'appuie sur les moyens techniques, dont nous sommes richement dotés. Je l'ai dit précédemment, nos calculateurs sont en mesure de détecter toute trace subversive. Mais la question a été posée, très judicieuse, de la capacité de traitement de l'information, dont la masse croît en fonction de la puissance de nos outils de détection. La justesse de l'identification est primordiale, il s'agit de distinguer la collusion fortuite de mots-clés, qui dépensent nos forces pour rien, d'alertes réelles, qui peuvent causer de graves préjudices.

Or nos outils de filtrage et de décryptage sont très supérieurs à ceux des utilisateurs. Le plus intéressant avec ces technologies est qu'elles nous donnent l'avantage immense de connaître le détail de l'activité psychologique de l'ennemi. Interceptant sa communication, nous connaissons en temps réel le cheminement de sa pensée, chaque mouvement de sa recherche, sa durée, et ses critères d'orientation. Dès lors nous limitons le risque d'erreur d'appréciation.

Ensuite, nous réagissons très vite. Nous pouvons supprimer, polluer les messages en cause, tendre des pièges. Dans tous les cas, nous inversons la donne et récupérons la situation et pouvons si besoin, canaliser et organiser l'opposition.

C'est le résultat de notre supériorité technique, alliée à la complète collaboration des opérateurs privés de télécommunication. J'ajoute que ces procédés sont utilisables par d'autres administrations, par exemple celle des grandes entreprises.

*(Large sourire de satisfaction du ministre de l'Économie, sourires entendus des autres ministres).*

LE PRESIDENT : Quels sont les moyens de résistance ? Votre mission n'est pas achevée. Poursuivez.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Monsieur le Président, vous le savez, la population accepte ces mesures. Concernant le traitement d'un suspect, toute son histoire nous est connue, il n'a aucune échappatoire. Plus généralement, il convient de remarquer que le progrès de l'équipement électronique fait que la population tend à être entièrement tracée. Pour n'évoquer que les téléphones portables et les navigateurs dans les automobiles, la localisation géographique en temps réel devient la norme. Nous pouvons ainsi mener toute opération d'intervention, ou d'élimination, où et quand nous le souhaitons, avec toutes les chances de succès.

LE PRESIDENT : Les migrants ?

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Dans notre contribution au renouveau des valeurs de la société future, le migrant est utile à plusieurs titres. Je ne reviendrai pas sur le migrant honnête, corvéable à merci, ni sur la destruction du droit du travail que cela entraîne, dont notre confrère de l'économie a fait un brillant portrait.

J'ai déjà abordé la basse délinquance. Celle-ci est propre au monde de la misère, mais comme le miséreux est le migrant, la basse délinquance est principalement son fait. Elle joue un rôle important dans le sentiment de pourrissement de la société auquel nous tenons. Quant aux trafics divers, drogues et autres, ils font vivre les quartiers et instaurent une hiérarchie salariale dure, exempte de mouvements sociaux. Et les fortunes de ces avisés entrepreneurs, élite des migrants, sont investies chez nous. Mais ce n'est pas tout.

La misère de ce sous-prolétariat, et c'est à porter au crédit de nos consœurs de l'Éducation et de la Culture, n'est pas tant économique que culturelle. Ces communautés sont figées dans des organisations tribales, gouvernées par des structures familiales antiques, qui dénie à leurs membres les droits les plus élémentaires et répriment encore la sexualité.

Ces sociétés rurales aux traditions séculaires pratiquent sur leurs fillettes excision et infibulation, voilent leurs femmes et lapident l'adultère. Elles n'ont guère évolué depuis les siècles passés.

C'est sur ce terreau de superstition et de préjugés contraires à la raison que s'épanouissent les religions. Ce sont ces facteurs, propices à la régression de notre société, que nous, ministre des cultes, entendons favoriser, car ils garantissent la docilité du peuple et sa soumission.

Tels sont, monsieur le Président, les avantages économiques et idéologiques que nous tirons du migrant.

LE PRESIDENT : Monsieur le ministre, merci. *(Au bouffon)* Tu avais vu juste, bouffon. Nous tondons.

LE BOUFFON : Maître, ton ministre remplit sa fonction. Il est rusé, et sait manipuler le peuple. C'est avec son consentement qu'il le musèle, qu'il surveille chacun de ses actes. Mais ne nous endormons pas, aucun ordre n'est parfait.

Les machines de son système de surveillance fonctionnent sans doute, et il sait les améliorer. Le moindre appareil téléphonique ou photographique, même débranché, indique et mémorise l'heure et le lieu où nous sommes. Et les gens sont obnubilés par ce pseudo progrès technique, et dépensent des sommes

considérables pour l'acquérir. Les objets connectés et les applications les plus inutiles se multiplient, surtout auprès de la jeunesse, et cela dans tous les pays, et sans se douter des conséquences ces nouvelles générations s'en amusent. C'est pour ton ministre un grand atout, nous l'avons dit, le peuple est en grande part responsable de son oppression. Il tend le cou à son bourreau.

Mais je reste sceptique. Tout repose sur l'analyse du discours, et le moment venu rien n'empêchera le locuteur de tenir sa langue. Menacé, il saura coder sa parole. D'autant que le danger vient souvent de l'intérieur, ce seront les cadres de la surveillance qui les premiers se rebelleront. Tu le sais, c'est toujours de la classe intellectuelle que se fomentent la sédition.

LE PRESIDENT : Rien à craindre. C'est cloisonné. Les coupables seront écartés, et supprimés.

LE BOUFFON : Admettons. En revanche, avec les migrants c'est bien joué. C'est vrai que quand tu les vois vénérer leurs gris-gris, il serait dommage de se priver. La religion est une valeur sûre, rien qui se marie mieux avec l'analphabétisme. Et tu travailles sur le temps long. Nous étions contents des trois générations d'illettrés, avec la religion la dernière fois ça a duré mille ans.

Le migrant honnête qui se prosterne six fois par jour, dont on peut supposer qu'il respecte la loi et n'a pas d'arrière-pensée, fait prospérer le commerce du tapis, comme à Lourdes celui de la bougie. Mais il n'est que façade, derrière lui se tient le clergé. Et derrière encore le fanatisme. Construis mille temples, ils en voudront toujours plus.

Admettons que tu les tiennes, ce qui n'est pas prouvé, les autres religions en réaction vont se relever. Elles ont tout, l'infrastructure, l'immobilier, elles prospèrent à l'étranger, il n'y a que chez nous qu'elles périclitent, elles n'attendent que ça.

Tu signeras la réunification des Églises et de l'État. Et tout recommencera. La religion s'accommode des pires systèmes politiques, ou même les produit. Le grand retour de l'obscurantisme, chacun devra appartenir à une église, qui conditionnera sa vie sociale. Tu n'as d'ailleurs rien d'original, et imites encore une fois nos amis d'outre-océan.

Mais tout évolue. Ce qu'on va s'amuser si les trois religions du Livre rivalisent. Entre inquisition et charia, on va danser la java. Ça n'a rien d'improbable, ça s'adapte très bien à la modernité du téléphone portable, regarde les royaumes du golfe persique...

LE PRESIDENT : Bouffon, tu commences bien, mais finis par déraisonner.

LE BOUFFON : Prince, je ne fais qu'à peine charger...

LE PRESIDENT : Cela suffit, bouffon. Madame la ministre de l'Éducation, vous avez été complimentée. À vous la parole, après la déconstruction, la reconstruction.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Quelques mots, monsieur le Président, sur l'enseignement supérieur.

Nous privatisons progressivement l'université. Nous agissons en plusieurs temps. En premier lieu nous avons sacrifié son premier cycle : puisqu'elle

accueille tous les bacheliers même illettrés, les premières années sont consacrées à leur mise à niveau, et à sélectionner un minimum, par exemple écarter les étudiants en lettres qui n'ont jamais lu un livre. Par voie de conséquence, l'ensemble du cursus, y compris au niveau supérieur, est amputé.

Discréditée, paupérisée par un budget qui n'a pas pris en compte l'augmentation des effectifs, l'institution n'a pu s'opposer à l'entrée du financement des entreprises. Les programmes ont ainsi perdu leur universalisme pour devenir des sessions de formation appliquées aux besoins des entreprises privées. Enfin, les droits d'inscription sont fortement augmentés, de manière à mettre en place une ébauche de système censitaire.

Dans l'enseignement secondaire les programmes sont également remodelés. La littérature est totalement supprimée, y compris dans les filières littéraires où elle est remplacée par le commentaire d'articles de journaux. On réduit ainsi le danger de récits héroïques, de textes, non pas même critiques, mais simplement descriptifs de la société. En histoire, afin d'épauler l'action du ministre de l'Intérieur, nous supprimons le code Napoléon et le remplaçons par une histoire de la religion mahométane.

LE BOUFFON : *(Il agite sa marotte).* C'est quoi le code Napoléon, le premier code de la route ? *(On rit).*

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Aucune contestation du corps enseignant n'est admise, et pour éviter toute connivence avec les personnels de direction, logiquement issus des corps professoraux, les directeurs sont désormais choisis parmi les personnels de surveillance, que cette promotion inespérée mue en les plus zélés suppôts de notre autorité, sans affinité aucune avec les professeurs intellectuels. Quoique ces derniers, laminés par une inflexible sélection nous l'avons dit, n'aient plus guère de culture ni de bagage scientifique...

LE PRESIDENT : Bon, nous avons compris. Au fait. La reconstruction ?

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Notre véritable but est la destruction de la langue. *(Soupir de tous).* Nos résultats sont très bons. Chez l'élève, l'ignorance du monde progresse, en même temps que la connaissance de la langue est au plus bas. Le lexique est minimal, l'écriture se perd et devient phonétique. Le parler est argotique. Au motif d'être compris par les élèves l'inspection pousse les professeurs à s'exprimer en argot, et le ministère a commandé une campagne de publicité en argot.

Parallèlement la langue étrangère est plus valorisée que la langue maternelle, elle rapporte plus de points. Sous prétexte que tous connaissent la langue de la République et que la langue étrangère est utile au développement international.

Officiellement, nous œuvrons à la diversité culturelle, la tolérance envers l'autre, l'ouverture sur le monde. Du tamoul au patois poitevin, quatre-vingt-treize langues sont présentées au baccalauréat. En réalité, une seule est obligatoire, la langue d'Albion.

*(Long silence, de tous).*

LE BOUFFON : Idiotisme. *(Personne n'a compris. Silence).*

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Cette politique a subrepticement été mise en place il y a une vingtaine d'années, une demi-génération. Par le haut. Par la

langue unique obligatoire aux concours. Par les conférences à l'université données sans traduction par des professeurs invités, toujours les mêmes. Par les doctorats, où les thésards doivent citer au moins cinquante ouvrages dans cette langue. Et cætera.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE : Nos entreprises vous ont toujours aidés. Elles convoquaient leurs cadres nationaux en poste à l'étranger à des séminaires à Paris qui se tenaient en anglais. Il y a vingt ans.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION : Il y a effectivement convergence de nos actions et nous devons remercier le monde économique en général. Ainsi que les médias.

Nous sommes, monsieur le Président, conscient du rôle central de notre portefeuille, et le fondement de notre participation à la reconstruction est linguistique.

LE PRESIDENT : Nous en avons compris l'importance. Je vous remercie, madame. *(Guilleret, au bouffon)*. Eh eh, qu'en dis-tu ?

LE BOUFFON : C'est bien vu. Faire apprendre une langue étrangère au prolo, c'est pas gagné. Avec l'analphabétisation, ils ne connaissent plus que trente mots de français. C'est facile de les remplacer par trente mots d'une autre langue. Le vocabulaire dont ils ont besoin est très réduit. Et ils sont aidés par les vitrines. La seule chose dont ils sont à peu près capables, quand ils ne sont pas obèses, est le sport. Et les vitrines des magasins de sport n'affichent plus grand-chose en français. On ne fait plus de ski, mais du sno-beurre-de, on n'est plus cycliste, mais un baille-cœur, et le reste. Et c'est partout. Ne parlons pas des magasins d'informatique. Et de tout ce qui est à la mode.

C'est cela ton plan caché, la colonisation linguistique. Villers-Cotterêts, au panier.

LE DEPUTE : Qu'est-ce que c'est Villers-Cotterêts ?

LE BOUFFON : *(Incisif)*. Quand on se sait pas, on regarde dans le dictionnaire. *(Au président)*. Tu prétends tirer un trait sur cinq siècles de langue ? Te voilà bien audacieux. Langue internationale, de cour, de la diplomatie, de la poste, des Jeux olympiques, c'est cinq siècles de rayonnement politique, et tu crois pouvoir la supprimer ?

Notre langue est parlée sur tous les continents, nous la partageons avec des centaines de millions de locuteurs de toutes les couleurs, elle constitue un ensemble politique, tu sais pourquoi ? parce qu'elle est la langue des Lumières et de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. Parce qu'elle est langue de science et de culture, la langue du progrès, de la raison, et de la tolérance. Et tu te priverais d'une telle puissance, sans qu'on ne te demande rien ? Tu saborderais cette force politique ?

J'essaie de me mettre à ta place, et comprends que ça te gêne, un héritage pareil. Pour toi qui veux agir en profondeur, ça contrarie tes projets, tous ces grands mots. Mais prends garde, la colonisation linguistique, c'est te livrer pieds et poings liés à la langue dominante, en l'occurrence tes amis d'outre-océan. Ne plus parler sa langue est le handicap le plus grave, exprimer des idées abstraites dans une langue étrangère est le plus difficile. Sans une

maîtrise parfaite de la langue, on n'a plus d'argument, plus de finesse, plus aucune force de conviction. On ne peut plus défendre son point de vue, on ne peut plus défendre ses droits. Ou, si tu préfères, on n'a plus accès au droit.

Pour ces raisons, Maître, encore une fois je n'y crois guère. Notre langue devenir vernaculaire ? parlée par les esclaves locaux ? j'ai bien compris ? C'est bien inconséquent. Et la langue porte la culture, ne l'oublie pas, on ne la raye pas si facilement.

LE PRESIDENT : Je suis bien d'accord avec toi. La culture, c'est son deuxième tour. À vous, madame la ministre. Qu'en dites-vous ?

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Monsieur le Président, au service du grand chambardement des valeurs notre ministère est en première ligne. Deux principes : le contrôle des ressources culturelles, et la langue.

À société nouvelle, culture nouvelle. Je l'ai dit, il est absolument impératif d'extirper des pans entiers de l'ancienne culture. *(Elle se fait véhémente)*. Je pense en particulier à la littérature. Il est inadmissible de subir encore le joug de ces écrits des siècles derniers, radotages empoussiérés des romantiques, pseudo réalistes aux descriptions partiales de phénomènes depuis longtemps disparus, etc., sans parler des auteurs encartés du xx<sup>ème</sup>. Ces restes qui encombrant nos bibliothèques ne servent qu'à agiter les esprits faibles.

Même chose pour les arts dits classiques, peinture, musique, danse, et autres, qui exigent une rigueur et une maîtrise incompatibles avec nos projets. Nous nous employons activement à tourner en dérision ces arts et pratiques, dont les amateurs sont heureusement en voie de disparition.

*(Tous opinent)*

Heureusement, la technique évolue et le progressif avènement des bibliothèques virtuelles nous permet d'écartier tout auteur gênant. C'est le grand avantage de la numérisation, on constitue de nouvelles bases de données, où sont absentes les références non souhaitées. On supprime la mémoire. Évacués les substrats, les mythes d'origine gauloise et d'esprit frondeur. Plus rien ne doit transparaître des anciennes luttes. Il en va ainsi de toutes les formes de l'art et de la pensée, certaines sont éliminées, d'autres mises en avant.

LE BOUFFON : *(Grelots)*. Beaucoup de bibliothèques, parmi les plus anciennes, ont brûlé, été pillées, ou bombardées, ces dernières années. *(On ricane autour de la table)*.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : En ce qui concerne la peinture, de fait elle n'existe plus. Il y a maintenant des plasticiens. Nous accompagnons le mouvement, mais la vraie décision se prend à New York, c'est là qu'est le marché. *(On ricane autour de la table)*.

LE DEPUTE : Madame la Ministre, les artistes établis se laissent-ils faire ? Ils se distinguent du vulgum pecus, *(il rachète son ignorance en citant du pseudo-latin)* ils disposent d'une audience, et de moyens financiers.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Les artistes installés se taisent. Soit ils sont d'accord, soit ils collaborent. Ils ont un bon statut, gagnent bien, et cherchent à fonder une dynastie, que leurs enfants et petits-enfants reprennent la balle. Ils tiennent à conserver les privilèges de leur situation. Un artiste qui se

rebellerait la perdrait vite, son audience. Exclu des programmations. Sans parler de la horde des journalistes et des plumitifs prompts à le mettre en pièces. Et s'il persistait et se produisait en fonds propres, ses économies fileraient vite, et il ne serait pas distribué.

LE BOUFFON : *(Grelots)*. Viré comme un malpropre. Fini le petit producteur. *(Pas de réaction)*.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Du reste, nous l'avons dit, la vigilance des éditeurs, et le fait que les artistes sont gens raisonnables, portent leurs fruits. Une nouvelle esthétique s'est forgée, en littérature par exemple, bornée à la peinture d'anti-héros souffreteux, confinée à l'intimité, à l'illustration de fait divers, ou à des épisodes historiques romancés, vie de grands hommes, etc.. Nous contrôlons l'ensemble du champ narratif.

LE BOUFFON : Y compris, et surtout, l'histoire. On la réécrit à volonté. Les plus grands événements disparaissent, ou sont maquillés, ou interprétés à l'inverse. L'histoire est livrée à toutes les manipulations possibles.

Et ça marche bien. Demandez aux jeunes gens qui a bombardé Le Havre, Saint-Nazaire et la côte atlantique, on vous répondra les Allemands, qu'on appelle les Boches. Demandez quelle nation a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne nazie, vous verrez la réponse.

La falsification historique est pratique ancienne et influe sur le cours des choses. Pour n'en citer qu'une, rappelez-vous la dépêche d'Ems. Ce qui est nouveau, c'est la vitesse et l'ampleur de la falsification, son aspect systématique.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Nous remercions monsieur le bouffon de son évaluation. Et précisons que tous les producteurs de culture, les cinémas, les théâtres, les musées, suivent le même régime, et œuvrent dans la même direction. De nouveau avec succès. Le public adhère, de notre temps il n'est pas de bon ton de lire Zola.

LE BOUFFON : Petit-bourgeois aussi con que le prolétaire ! Sale peuple !  
*(Pas de réaction)*.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Quant à l'internet, c'est par excellence l'outil de propagation, où se rassemblent toutes nos forces, portails de l'économie, de l'entreprise, de la culture, où se diffusent les messages politiques, les slogans, qui tous convergent vers une unité idéologique.

Je précise que, quoique membre d'une fédération, le citoyen-consommateur ne reçoit aucune information sérieuse provenant des États voisins, portant par exemple sur la mode féminine, leurs mouvements sociaux, ou leurs positions internationales. Il ne sait rien de ce qui se passe hors de nos frontières. Cela cumulé à la saturation télévisée des ahurissantes sous-productions importées, quotas du plan Marshall qui ont grimpé à 99 %, je vous annonce le contrôle total de l'information.

LE BOUFFON : Votre exemple d'adhésion du public prouve le succès de votre démarche. Mais pouvez-vous affirmer que vous êtes capable de mettre en œuvre n'importe quelle campagne d'opinion ?

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Si le flux d'informations converge vers un message lisible, le résultat est assuré. Une opinion divergente ne serait que très limitée, je ne vois pas d'où elle prendrait ses arguments, il n'y a pas de génération spontanée.

LE BOUFFON : Y compris une guerre civile ?

LA MINISTRE DE LA CULTURE : La question est inattendue. La propagation et la mise en scène ne posent pas de difficulté. Mais il nous faut des éléments à dramatiser. C'est une question transversale.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Vous pensez à moi, chère consœur ? Élémentaire, mon cher bouffon. Savoir, provoquer, manipuler, c'est notre métier. Les racines historiques sont profondes, des feux couvent toujours qu'on ranime aisément. Quelques provocations d'une poignée de nerfis, amplifiées par quelques articles de presse, un groupuscule politique à encourager, et la foule est dans la rue.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : Vous pourriez compter sur notre appui, cela va sans dire.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : Nous avons dit toute campagne d'opinion. Êtes-vous satisfait ?

LE BOUFFON : Y compris une guerre des religions ?

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Une guerre des religions est un cas particulier de guerre civile. Son aire peut ne pas correspondre à une frontière et prendre une dimension internationale. Tout dépend du contexte, de l'enchaînement de multiples facteurs, mais, fondée sur l'irrationnel, la religion offre un terrain propice à toute dérive. Les exemples contemporains abondent, regardez autour de vous.

Rien de plus facile à allumer qu'un symbole. Autant vous dire qu'avec les migrants, si besoin, nous avons des atouts de réserve. Mais il faut être prudent, le feu peut se propager vite et loin.

*(Rires autour de la table).*

LE PRESIDENT : Nous avons compris. Madame, la langue.

LA MINISTRE DE LA CULTURE : En politique linguistique, je reprends la consigne de prudence de mon confrère. Nous abordons la langue par l'intermédiaire de la musique, qui bénéficie d'un traitement spécial : elle a disparu. C'est la plus belle réussite de notre nouvelle esthétique.

Je m'explique. La musique est dite moderne. Elle n'a pas de rythme, la mesure est automatique, faite par des boîtes à rythme. Il n'y a pas de mélodie. Il n'y a pas de chant, mais des organes vocaux qui geignent d'impuissance, ou qui crient et hurlent, qui ne sont plus des voix. Sous couvert de progrès technique, le son est compressé, il assourdit. Et surtout, il n'y a plus de paroles. Elles sont en langue étrangère, que personne ne comprend. Et les nouveaux artistes quittent leur langue car ils rêvent de tourner à millions, là-bas. Il n'y a plus de chanson française.

La jeune génération est adepte inconditionnelle de cet ordre, où la jouissance culmine avec le genre dit « frottement de métaux durs ». C'est du plus réaliste, je vous assure. Toutes les radios, tous les concerts, jusqu'aux animations de fêtes de village, diffusent exclusivement cette nouvelle musique. La musique classique, que nous amputons autant que possible, est honnie par le peuple, qui aime sa chaîne, et croit se libérer.

Contrôle de la production culturelle, suppression de formes artistiques, et disparition de la langue, voilà notre bilan.

LE PRESIDENT : C'est bon. Arrêtons là. Mesdames et messieurs les ministres, monsieur le député, merci. Vous pouvez vous détendre, un buffet va être servi.  
(Ils sortent).

(Long silence).

LE PRESIDENT : Bouffon, nous sommes seuls. Qu'en penses-tu ?

LE BOUFFON : Maître, les choses sont désormais à plat. Tu nous as dit que nous avons le pouvoir, et que nous le garderons. Et moi j'ai le regret de te répondre que je suis inquiet. Je vais te dire des choses simples, je ne suis ni un grand philosophe ni un technicien de l'État, mais un simple observateur du peuple, c'est ma fonction auprès de toi. Je vais te parler un peu d'histoire.

LE PRESIDENT : Parle sans crainte.

LE BOUFFON : Je vais te dire ce que je vois, et tout me montre que la situation est grave. Le mal est diffus et gagne l'ensemble du corps social. La population est mécontente de tout. La situation économique se dégrade. Par dizaines de milliers, des gens vivent dans la rue. La misère est apparue, là où elle n'était pas, et elle se propage, comme une inondation qui monte inexorablement. Ceux qui naguère s'en tiraient, deviennent pauvres. Quant à ceux qui travaillent, tu les accables d'impôts, et comme ton ministre s'en flatte, ils doivent humilier et s'humilier, se battre comme des chiens pour conserver leur emploi.

Il y a de moins en moins d'argent, et ceux qui en ont encore, qui sont sur la frontière, ont peur, le gardent et épargnent. La machine économique est grippée.

Mais tu n'en as pas assez. Tu ajustes la loi d'airain. Tu crois tirer profit des leçons de l'histoire, avoir l'expérience des révolutions, tu nourris tes pauvres juste à leur faim, avec des soupes populaires, car s'ils n'ont rien à donner à manger à leurs gosses ils casseront tout. Prolétaire, misère, soupe populaire, comme ça rime bien. Et tu t'en prends à ceux qui vieillissent. Non seulement tu augmentes les journées de travail et le rendement, mais tu allonges la durée du travail, et diminues tellement les retraites que de facto tu les supprimes. On voit maintenant des vieillards travailler, balayer les rues, bricoler sur les marchés, courbés sous le fardeau tant qu'ils peuvent arquer, les pauvres, pour gagner une croûte.

LE PRESIDENT : C'est à ce prix que les actionnaires engrangent les dividendes. Ils me remercient.

LE BOUFFON : Oui. C'est en même temps le premier coup porté à la volonté du peuple, le premier stade de son affaiblissement psychologique. Les gens appréhendent le futur, ont la hantise du chômage et vivent dans l'angoisse qu'un de leurs enfants, qu'ils ne pourront secourir, tombe sur le trottoir. Et les parents, qui voient leur pension s'éloigner comme l'horizon, n'ont plus l'espoir que leur vie s'améliore.

Chacun se débrouille comme il peut, le pays se couvre de petites entreprises et d'affaires qui commercent tout et n'importe quoi, et tant par vice que par économie car les charges sont lourdes, tout le monde trompe et vole tout le monde. Ajouté à la disparition des services publics, aux mille vexations quotidiennes, au harcèlement de l'État, la pluie de procès-verbaux, les amendes, les taxes sur les taxes, les petites libertés qui disparaissent, le mot liberté qui n'existe plus au singulier, on est attaqué de toute part, l'ambiance est délétère, la société est minée, les gens ne le supportent plus. Ils voient que ça va de plus en plus mal.

Or l'histoire progresse toujours. Où que ce soit sur terre, on vit mieux maintenant qu'il y a un siècle, on travaille moins et moins dur, on se nourrit mieux, on vit plus vieux. Le progrès de l'histoire est une loi. Et toi tu la fais régresser. Donc tu as tort. C'est ta première erreur.

LE PRESIDENT : Balivernes. Continue.

LE BOUFFON : Cela ne te suffit pas. Pour gagner plus tu détruis les fondements de la société. Tu attaques le droit, abroges les lois justes et en promulgues d'iniques, casses les règlements, qu'il n'y ait aucune règle, dans aucun domaine, sauf pour s'enrichir, par tous les moyens. Tous les coups sont permis. Rien ne t'arrête, bientôt tu réviseras la constitution.

Sans droit, plus de justice. C'est le deux poids deux mesures systématisé, tu es nul mais es des nôtres, on te prend, tu es bon, mais n'es pas avec nous, on te jette. Tu acquittes l'assassin et condamnes l'innocent.

La société ne fonctionne plus, il n'y a plus d'éthique, c'est le règne de l'arbitraire. Il n'y a plus de valeur économique, elle est remplacée par la mercatique, ni de valeur morale. Les gens ont peur. Ils perdent la tête, ils deviennent fous.

LE PRESIDENT : Peu importe. J'ai dit que l'emprise psychologique sur la population est nécessaire. J'obéis à des considérations supérieures et suis mon plan.

LE BOUFFON : Tu as un plan, c'est vrai, tu es méthodique. Tu travailles en profondeur, mais au lieu de construire tu déconstruis. Tu détruis, et pour longtemps. Il n'y a plus de chose publique, de chose qui appartienne à la collectivité sociale et politique, en laquelle les gens se reconnaissent et pour laquelle ils soient prêts à travailler et donner. Chaque jour tu vends à vil prix à tes amis une entreprise ou un service publics. Chaque privatisation est un morceau de la République que tu amputes.

Et derrière la République en lambeaux, c'est l'État que tu démembres, son autorité est soumise aux puissances d'argent, son pouvoir bientôt réduit aux fonctions régaliennes, en attendant qu'à leur tour celles-ci soient dominées par les milices privées.

La société est désorganisée, elle est injuste. Toutes les classes sont touchées. Les gens le comprennent. Ils n'ont plus confiance en toi. L'État ne joue

plus qu'un rôle répressif, il est devenu l'ennemi du citoyen. Tu as rompu le contrat social. Et c'est un fondement du droit politique. C'est ta deuxième grande erreur.

LE PRESIDENT : Les autres dirigeants mènent la même politique. Continue.

LE BOUFFON : Sur ce terrain désastreux, tu abrutis le peuple, après la déchéance économique, tu le pousses vers la misère spirituelle.

L'homme ne peut plus s'en sortir, tu lui as supprimé l'éducation. Il ne peut plus rêver, tu lui as supprimé les livres, ses chansons, le peu de culture qu'il avait, il n'a plus d'imagination. Et maintenant tu prétends lui retirer sa langue et imposer une novlangue sans laquelle il ne pourra plus s'élever socialement. Sa langue ne lui servira plus que pour acheter du pain, et pour accomplir une besogne de manœuvre.

Vois-tu, Maître, tu sous-estimes la culture. Le peuple a besoin de quelque chose qui rassemble – participer à une histoire commune, partager dans une même langue une façon de vivre, un système de valeurs, qu'on a patiemment élaborés au cours des générations – avec quoi on est en accord. Cet ensemble a cultivé un état d'esprit, c'est son imaginaire collectif, auquel il s'identifie. La langue et la culture, c'est comme la République, quelque chose qu'on possède tous ensemble. Et la conscience de cette unité constitue ce qu'on appelle la nation.

Et toi, Maître, au nom de ton monde nouveau, tu prétends abolir tout cela. Tu rases et remplaces par un bourrage de crâne incessant, qui germe d'autant mieux que l'ignorance est crasse. Ton système est une fabrique de sous-hommes, créatures qui végètent dans un brouillard mental d'où émergent compulsivement des images d'or et de violence. Victime désignée, l'oisive jeunesse à tout asservie est la première à succomber, et perd sa vie devant un écran à jouer à des vidéos de tuerie sur un fond sonore de frottements de métal. Il en résulte ce nouvel homme, dépourvu de pensée, qui a perdu ses repères, a l'esprit vide. Il est un robot qui consomme.

Ces trépanés de l'imaginaire ont perdu toute autonomie, ne savent plus rien faire eux-mêmes, ils sont médiatisés, pour toute action ils ont besoin d'un intermédiaire, d'un médium. Pour penser, ils allument la télé, pour choisir ils suivent la publicité, pour voyager ils s'adressent à une agence de voyage, pour se rencontrer ils s'inscrivent à un site, et pour voir le temps qu'il fait, au lieu d'ouvrir la fenêtre ils consultent la météo. En train ou en voiture, au lieu de regarder le paysage, ils ont le nez plongé dans leur téléphone ou leur tablette, et pour choisir leur route ils regardent leur navigateur.

Même le plus simple, se nourrir, est médiatisé. Incapables de se cuire un œuf ils vont pour s'alimenter dans des cantines à surgelés qu'ils appellent restaurants, et pour choisir ce lieu, ces zombies connectés recourent à des programmes adaptés.

Dans ce monde où tout est marchandise, perdus entre peur et folie, entre réel de misère et virtuel inaccessible, et soumis à cette surveillance multilatérale et permanente que tu imposes, c'est la haine que tu développes entre tes sujets. La violence individuelle répond à la violence institutionnelle, la trahison à la trahison, il règne une atmosphère de guerre civile.

Et tu en rajoutes une couche. Tu pilonnes, et fais intervenir les migrants, ces millions de sous-pauvres que tu manipules à volonté. Ce qu'ils ont à faire de ta culture, quand ils ne savent ni lire ni écrire, ce qu'ils ont à faire de ton droit,

quand ils crèvent de faim, ou quand ils exploitent, ou pire encore. Tu utilises ces masses de corvéables à merci, et tu favorises leur maintien dans la cangue de la religion, pour encore plus détruire les fondements économiques et moraux de la société.

LE PRESIDENT : Tu vois beaucoup de choses, bouffon. Continue.

LE BOUFFON : L'excès de misère conduit aux pires subversions. Tu le sais, et n'as de cesse de renforcer ton arsenal répressif, ta surveillance de masse. Qui ne marche pas, parce que tu es noyé sous la quantité de données. Et que l'ennemi s'adapte et code ses messages. Tu es débordé, et plus tu recrutes plus augmente le risque intérieur.

Ton pouvoir est fragile. Ta puissance n'est qu'une pyramide de complices et de serviteurs par intérêt et par peur, qui à la première occasion échapperont à cette servitude volontaire et te trahiront. Tu es à la merci d'une fausse manœuvre ou de n'importe quel imprévu. Les conflits internes deviendront incontrôlables, une influence extérieure se propagera, un nouveau parti émergera, que sais-je encore ? Et tout s'effondrera en chaîne, car le peuple en a assez. Cela ne peut plus durer.

LE PRESIDENT : *(Renfrogné)*. Tu as bientôt fini ?

LE BOUFFON : Oui, Maître. À l'heure du bilan, tu nous promets un monde nouveau, et je ne vois rien de nouveau. Partout la misère, et la dictature policière qui monte. Que du ressassé, et du retour en arrière. C'est une stratégie de repli, un féodalisme modernisé. Une logique de fief, un peuple serf, à la place du seigneur local c'est le financier qui commande les ressources d'une région, vole, asservit ou jette à la rue à loisir.

Incapacité d'innover, perte du droit, répression, c'est la régression de notre civilisation. C'est la décadence.

LE PRESIDENT : Cela suffit.

LE BOUFFON : Maître, tu ne vois pas le danger. Tu veux gagner trop et trop vite. Délivré de toute menace d'opposition, l'appétit de la finance n'a plus de limites. Vous ramassez le plus d'argent possible et ne voyez que le court terme. Vous avez perdu le sens de la durée historique. Encore une erreur.

Pour gagner plus, tu as rompu le contrat social. Tu le paies cher. C'était ça le coût politique ? Tu n'as plus de cohésion sociale. Même ceux qui réussissent partent, parce que vivre dans ces conditions n'est pas intéressant. Et tu as mené le pays au bord de la guerre civile, tu n'as plus d'union nationale. Prince, la guerre est chose bien pratique, elle fait table rase. Mais il faut savoir la gagner, et tu la perdras par attrition.

LE PRESIDENT : *(Agacé)*. Tais-toi !

LE BOUFFON : Prince, prends garde. Tu as brisé le contrat social. Le peuple n'a plus confiance en toi et les tiens. Ton double discours n'abuse plus personne. Il y a beau temps que les gens ont vérifié dans le dictionnaire que le mot réforme signifie « amélioration apportée dans le domaine moral, ou social ».

Plus personne n'est dupe. Il suffit que tu ouvres la bouche pour que les gens se méfient. Je dirais plus : si tu changeais d'attitude, et que tu tiennes un

véritable discours progressiste, les gens ne te croiraient plus. Et ton bipartisme, ta stratégie de la tension, ton « c'est nous ou les fascistes », ne fonctionnent plus.

Tu as dressé les hommes à se battre comme des chiens. Tu fabriques des sous-hommes, réduits à leurs instincts primitifs, du pain du vin et des jeux. C'était comme ça il y a deux mille ans, tu n'en sors pas.

LE PRESIDENT : Tais-toi, pauvre fou !

LE BOUFFON : Ce que tu ne vois pas, Maître, c'est que tu es comme eux. Tu obéis, tu l'as dit, à des considérations supérieures. Tu devrais dire des instances supérieures.

Tu n'es qu'un directeur régional agréé par une brochette de financiers. Aussi soumis que tes sujets. Autant médiatisé qu'eux. C'en est au point que même parler tu ne sais plus faire. Toi et ta clique êtes entourés de communicants comme vous les appelez, parce que vous ne savez plus vous adresser au peuple. Vous n'en êtes plus capables.

LE PRESIDENT : *(Enervé).* Tais-toi, te dis-je !

LE BOUFFON : Toute ton action est de la même eau. Heureux que tes ministres de la Défense et des Affaires étrangères ne soient pas là. Tu bafoues le droit international, tu renverses tes alliances. Tu en es réduit à ne plus qu'ourdir des coups d'État, fomenter des guerres civiles. Et maintenant des guerres de religion.

Vous mettez le monde à feu et à sang. Vous n'êtes plus capables de négocier, vous n'agissez que par diktat. La violence est la seule réponse que vous apportez à tout désaccord ou opposition.

Vous êtes condamnés à la fuite en avant parce que vous êtes incapables de créer. Maître, tu ne peux plus créer. Tu le sais très bien, et tu deviens dangereux, comme une bête acculée.

LE PRESIDENT : Te tairas-tu, vil stropiat !

*(Long silence).*

LE BOUFFON : Tu dévoiles ta véritable face. *(Un silence).* Tu méprises les infirmes et les attaques en ce qui les blesse le plus. *(Un silence).* Ils ne sont pas coupables et ne peuvent rien changer, car cela ne dépend pas de leur volonté. *(Long silence. Le président est apoplectique).*

Pardonne-moi, Maître, mes paroles m'ont enivré.

*(Long silence. Ils se regardent).*

LE PRESIDENT : Pardonne-moi, bouffon, j'ai perdu mon sang-froid. *(Long silence).* Que faire ?

*(Un silence).*

LE BOUFFON : L'histoire a de ces résonances.

LE PRESIDENT : Nous sommes à un moment charnière.

LE BOUFFON : Oui, Prince. Cela ne peut pas durer. *(Un silence)*. Il faut changer de voie. Tu comprends bien que c'est fini, il n'y a pas de perspective à ton histoire. *(Un silence)*. Vous ne créez plus car vous êtes enfermés dans un raisonnement. Ton fondement économique de croissance illimitée est un non-sens. C'est une évidence que tu sembles ne pas voir, ton espace et tes ressources sont limités.

Et ta peur du rouge, qui épuise ton énergie. Le danger ne provient plus du rouge, qui n'existe plus. Tu l'as tué par ta propagande, et à sa manière il était comme toi pris par le mythe du productivisme. C'est pour cela qu'il s'est auto-dissous. Tu as tué un suicidé.

Vous accumulez les fautes, et votre aveuglement nous conduit à une impasse. Dirigeants de ce monde, vous devez revenir à la raison et ajuster vos profits, et en finir avec l'obscurantisme et la violence qui coûtent tant de forces. Il en va de l'avenir de l'espèce humaine.

Prince, je dis des choses simples. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité l'homme peut s'affranchir de la terreur millénaire de la faim. C'est une grande avancée métaphysique. L'homme peut maintenant penser à autre chose qu'à sa survie, et vivre dans la paix. Cela résulte de notre développement social, scientifique, technique et moral. Il est d'un niveau tel que, s'il est bien orienté, nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère.

*(Un silence)*.

Au lieu de cela, vois, la planète est à feu et à sang. La terre, l'air et l'eau sont empoisonnés. Nos cinq sens sont asphyxiés. L'espace manque. Alors que l'énergie fossile est condamnée sous peine de pollution, vous cherchez partout du pétrole et faites la guerre pour vous en assurer le monopole. Un tel manque de discernement, c'est à se demander si vous le faites exprès.

Toi et tes alliés faites la guerre dans quarante pays. Au nom de grossières falsifications, vous rasez des territoires prospères. Partout vos chiens de guerre brûlent, pillent et trucident. Tout est tellement mêlé que vous en êtes, par force interposée, à guerroyer entre vous. Cela n'a plus de sens. *(Un silence)*.

Prince, ce n'est pas une divergence de vue. Ce n'est plus une querelle d'anciens et de modernes. C'est un conflit de civilisation.

*(Un silence)*.

LE PRESIDENT : Admettons. C'est un choix crucial pour l'existence humaine. Va le leur expliquer.

LE BOUFFON : Oui, Prince, la politique ne se fait pas que par l'économie et les armes. Elle se fait aussi par les idées.

Des questions sont urgentes. Elles sont d'intérêt général. L'accroissement démographique mondial, le dérèglement du climat. D'elles découlent les autres, l'épuisement des ressources, la pollution, nous l'avons dit. L'organisation du travail, à quoi vous n'échapperez pas. Il faut repenser la contribution au travail. Il n'y en a plus, de travail, la production est automatisée, c'est l'avènement du robot, et la moitié des emplois tertiaires sont inutiles. Tu crois pouvoir garder dix milliards de chômeurs ?

La projection démographique est précise. Sa croissance est exponentielle, elle te fait rêver, tu vois chacun te verser sa dîme. Huit milliards d'hommes maintenant, dix milliards dans vingt ans. Le double dans cinquante. Combien à la fin du siècle ? Il n'y a plus de place, je te dis.

LE PRESIDENT : Je ne suis pas un anti-Machiavel.

LE BOUFFON : Tu n'as pas le choix. Et plus guère de temps. Ta démographie est déséquilibrée, minorité de vieux nantis d'un côté, masse de jeunes démunis de l'autre. Que se passera-t-il quand, fuyant une moitié du monde que tu auras dévastée, un milliard d'hommes se présentera à ta frontière ? les fuyards iconoclastes déferleront ? quand ils seront dix milliards ? Les chiffres sont affolants. Que feras-tu ? tu tireras dessus ? il te faudra beaucoup de bombes H. Qui saliront l'environnement.

Un monde surpeuplé où, poussées par le déluge, d'immenses migrations d'affamés fuient des terres irradiées ravagées par les guerres et les cataclysmes. Seigneur, voilà ce qui nous attend si rien n'est fait. Tu te crois assez fort pour y échapper ? Où crois-tu te cacher ? ta fortune te protégera ? belle farce, on te la volera. Tu te réfugieras dans une prison dorée, une île loin de tout ? Les radiations se moquent des frontières, où que tu sois les épidémies et les cyclones te toucheront.

Prince, l'histoire s'accélère, et le temps presse. Il faut changer de voie. Tous les États sont concernés. Il vous faut savoir limiter votre voracité. Une baisse relative de vos profits n'est pas une perte. Considérez que c'est un investissement, et que vous œuvrez pour l'humanité. Et sans coup férir vous conserverez le pouvoir. Bon moyen, et je n'en vois pas d'autre, car à tarder vous risquez de tout perdre.

LE PRESIDENT : Je n'ai qu'un pouvoir limité : si un chef d'État de la fédération s'avisait de changer la politique pour laquelle il est nommé, tous les autres chefs d'État se ligueraient contre lui.

LE BOUFFON : Tu n'as pas peur, Prince.

LE PRESIDENT : Je ne puis à moi seul diriger le monde, je suis le chef d'une puissance moyenne.

LE BOUFFON : Prince, tu représentes une des premières puissances mondiales. Il ne s'agit pas d'entrer en conflit avec tes partenaires, mais d'occuper une position équilibrée.

Dégagé des excès, des extrêmes, ton poids est suffisant pour donner un élan, insuffler de nouvelles idées, et faire pencher la balance. Tu es suffisamment puissant pour influencer sur le cours de l'histoire.

LE PRESIDENT : *(Pensif)*. Des mots, tout cela. On ne change pas une politique en un jour. Au point où nous en sommes, retourner la situation n'a rien de facile.

LE BOUFFON : Prince, ce n'est plus une crise, c'est le déclin de notre civilisation. Il faut réagir, dépêche-toi avant qu'il soit trop tard. L'apocalypse c'est demain, tes petits-enfants la vivront. *(Silence)*.

*(Avec douceur)*. Maître, tu peux faire tant de choses. Tu sais comment procéder. Tu as le choix des modèles, l'exemple scandinave, que vous voulez dissoudre, ou simplement l'exemple de ton passé proche, que tu as abjuré pour te soumettre.

Les questions sont pressantes, il faut y répondre. Tu connais la méthode, assainir la finance, repartir sur des bases solides. Restaurer la liberté, proscrire

le fanatisme. Que l'échelle des valeurs soit juste, et tu reconstitueras le tissu social détruit. Et, relançant ton potentiel scientifique tant qu'il domine encore, tu peux réussir.

LE PRESIDENT :                    Bouffon, il y a du vrai dans ton propos. Je retiens surtout que le pouvoir grise et, si expérimentés que nous soyons, le risque de perte de contrôle est réel. Le milieu des affaires lui-même s'interroge.

Dès lors, comment se préserver ? Je ne suis puissant que tant que je suis au pouvoir. Ensuite, comparé aux vrais riches je ne suis rien. Je sais que je suis condamné sur la scène politique. Ce qu'on nous demande de faire est trop impopulaire, et nous, présidents, n'avons aucune chance pour un second mandat. Nous sommes élus par défaut, rejet de notre prédécesseur. Tandis que si je tente quelque chose...

*(Pensif).*                    Il est vrai que celui qui fera preuve de hauteur de vue, saura voir loin, anticiper notre futur, celui-là raflera la mise. Défaire ce qui nous a coûté tant d'efforts ? Je pourrais biaiser... L'opinion publique est sensible au développement durable. Mettre en œuvre une quatrième révolution industrielle, mitigée d'écolo-social... Je serai suivi. Il ne manque pas de forces, à l'intérieur comme à l'extérieur. Pas mal de pays sont comme nous, sur la tangente. Tu l'as dit, nous sommes tous concernés.

*(Songeur).* Une nouvelle Renaissance ? Je pourrais être élu président de la fédération. L'électoratisme, ça me connaît. Devenir le premier président de la fédération... J'entrerai dans l'histoire...

LE BOUFFON :                    Oui, Maître.

LE PRESIDENT :                    *(Il se ressaisit).* Bouffon, tu es un bon conseiller. Nous allons sérieusement penser à tout ça.

*(Il tend le bras au bouffon qui claudique et s'y appuie).* C'est bien, mon bon, c'est bien. Tu es un honnête homme. Tu auras un cadeau. Viens, allons boire un verre de vin. Tant qu'il y en a !

*(Ils se dirigent ensemble vers la table, couverte de mets et de boissons, autour de laquelle les autres personnages sont groupés. Détonations sourdes des bouteilles de champagne qu'on ouvre.*

*Tous boivent, le verre à la main ils dansent sans contrainte et chantent).*

*Scandé*

Champagne et caviar,  
Des tas d'or,  
Des trésors,  
Des œuvres d'art  
À des millions de dollars,  
On est des richards,  
Tout à nous, tout pour nous

*Ils boivent, ils chantent sans rime ni raison*

Blé fric monnaie

Argent, Kapital !

Flouze, oseille, pèze pognon,  
En espèces et en chèque  
De cheikh et de Tchèque,  
Toujours et partout,  
Toutanou, toupournou,  
Toupartou, toutanou...

*Très rythmé, le bouffon glisse sur le parquet mais se rattrape avec de grands gestes*

Das Kapital, c'est capital,  
Intérêt et principal,  
Toujours et partout,  
Pleins aux as, première classe,  
Les palaces, les grosses liasses,  
Drachme livre couronne,  
Zloty lek leu lev,  
Roupie rouble...

*Les femmes sont déchaînées, leurs jupes se lèvent, le député boit du cognac au goulot*

Rouble yuan dollar,  
Yen peso,  
Rien à eux,  
Les pouilleux, les galeux,  
On est des barons,  
On a des millions,  
On est des richards,  
On a des milliards,  
Toupournou, toupartou, toutanou...

*Le 29 février 2016*